

# antiane

la revue économique et sociale  
des antilles guyane

N° 75

## *L'année économique et sociale 2011 en Martinique*

### **Synthèse régionale**

2 *Une économie fragile*

### **Actualités**

3 *2011 en quelques dates*

### **Contexte national et international**

4 *Un regain de tension en 2011*

### **Commerce extérieur**

6 *En 2011, les importations progressent et les exportations se contractent*

### **Épargne-crédit**

8 *Les banques accompagnent la croissance de l'économie*

### **Prix de détail**

10 *Poussée des prix en 2011*

### **Créations d'entreprise**

12 *Les créations d'entreprise chutent de 18 % en Martinique*

### **Agriculture**

14 *Une année 2011 marquée par une baisse de la consommation en viande*

### **Batiment-Logement**

16 *Logement : baisse des autorisations de construire en 2011*

### **Transport maritime**

18 *Baisse des activités portuaires en 2011*

### **Transport aérien**

20 *Amélioration du trafic de passagers, régression du fret aérien*

### **Automobile**

22 *Stabilisation du marché de l'automobile*

### **Tourisme**

23 *La hausse des nuitées limite les difficultés de l'hôtellerie*

### **Emploi-Chômage**

25 *L'emploi salarié en régression*

27 *Chômage stable en Martinique*

29 *La progression du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit en 2011*

### **Solidarité**

31 *Près de 40 000 allocataires du RSA*

### **Démographie**

33 *396 000 habitants en 2011*

# Édito

**A**près le début de reprise économique amorcé en 2010, l'année 2011 se caractérise par un certain attentisme. Si la plupart des indicateurs affichent des évolutions favorables, le principal d'entre eux pour le bien être des ménages, l'emploi, ne repart pas. De façon concomitante, le nombre de demandeurs d'emplois augmente.

Comme chaque année, ce travail résulte de la mobilisation de nombreux partenaires. Je tiens donc particulièrement à remercier :

- Mme Fanny-Aude Bellemare, de la Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique ;
- Mme Dalila Dib, du Pôle emploi ;
- Mme Martine Neiss, de la Deal ;
- Mme Lucile Vantard, de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt Martinique ;
- M. Nicolas Brun, de l'Iedom ;
- M. Daniel Dandréa, de la Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique ;
- M. Dominique Lavater, de la Caisse d'Allocations Familiales Martinique ;
- Mmes Martine Camus, Cynthia Duchel, Marcelle Jeanne-Rose, Joëlle Nacitas Monette Polomack et MM. Ali Benhaddouche, Fabien Breuilh, Gérard Forgeot, Hugues Horatius-Clovis, Guy Mystille, Nicolas Silvestre et Emmanuel Thioux de l'Insee.

Et vous souhaite une bonne lecture de ce bilan de l'année 2011

---

*Sylvia URGEN*

## Une économie fragile

**Après la reprise encourageante de 2010, l'année 2011 marque un certain attentisme.**

**La croissance des échanges extérieurs se poursuit, mais à un rythme plus lent que l'année précédente. La baisse de l'activité portuaire porte principalement sur le transport en vrac. Côté transport aérien, le trafic de marchandises est également orienté à la baisse. En revanche, le flux de passagers continue sa progression, pour partie grâce au lancement de la plateforme avec Roissy. Cet afflux de visiteurs n'a pas bénéficié à l'ensemble des acteurs du tourisme. La part de l'hôtellerie classée diminue au profit des autres formes d'hébergement. Seule la réduction du nombre de chambres a permis d'accroître le taux de remplissage.**

Le nombre de créations d'entreprises diminue en 2011, mais cette évolution tient uniquement à la fin de l'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur. Hormis ces derniers, le nombre de nouveaux établissements progresse de 5 %. Pourtant, les crédits octroyés aux entreprises sont en retrait par rapport à 2010. En revanche, les collectivités locales ont bénéficié d'un soutien plus important des banques, sans doute pour partie lié au plan de relance engagé par la Région.

Une diminution du nombre d'emplois salariés s'observe dans la plupart des secteurs économiques, et notamment dans la construction et l'industrie. Pour autant, la masse salariale globale résiste, et progresse même légèrement durant l'année 2011. De façon concomitante, le nombre de demandeurs d'emplois continue d'augmenter, mais moins rapidement que par le passé. L'augmentation des offres d'emploi collectées auprès des entreprises explique cette relative amélioration. Globalement, le taux de chômage est quasi stable par rapport à l'an dernier, du fait des sorties du marché du travail. Mais le chômage de longue durée progresse nettement.

Concernant les ménages, l'instauration du revenu de solidarité active (RSA) dans les Doms a en-

trainé une forte augmentation des ayants droit : outre les allocataires historiques du RMI et de l'API, le bénéfice de cette allocation s'étend aussi à une partie des bas salaires. Les ménages ont également subi un retour de l'inflation, portée notamment par la hausse du prix des carburants. Dans ce contexte, les achats de véhicules neufs des ménages se sont réduits. Seules les acquisitions des entreprises ont permis de maintenir le volume de vente de l'an dernier pour ce secteur. Les ménages rationalisent aussi leur dépenses alimentaires, par exemple en consommant moins de viandes. Pour autant, la production locale n'augmente pas ses parts suite à ces changements de comportement.

Le nombre de logements autorisés à la construction baisse sensiblement en 2011. La faiblesse de la croissance démographique, liée notamment à la diminution de l'excédent des naissances sur les décès, participe à cette évolution défavorable. Dans le même temps, les crédits à l'habitat s'accroissent, et les crédits à la consommation accordés aux ménages s'amenuisent.

Gérard FORGEOT



# 2011 en quelques dates

## 1er janvier

Remplacement du Revenu Minimum d'Insertion et de l'Allocation Parent Isolé par le Revenu de Solidarité Active dans les Dom, à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

## 31 janvier

Début de la grève à EDF. Les grévistes réclament les 40% de prime de vie chère.

## 3 février

Décès d'Édouard Glissant. Écrivain, militant anticolonialiste, opposé à la guerre d'Algérie, il fut expulsé des Antilles et assigné à résidence au début des années 60.

## 22 février

Leclerc dépose son bilan quelques mois après son accord d'affiliation avec le groupe Lancry et la reprise de deux hypermarchés.

## 31 mars

Josette Manin, conseillère générale du Lamentin est élue au 3ème tour de scrutin à la tête du Conseil général. Elle devient la première femme à présider une collectivité majeure en Martinique.

## 6 avril

Aimé Césaire entre au Panthéon. Une fresque monumentale et une plaque rappelleront sa contribution à la langue française et sa défense des valeurs universelles.

## 16 mai

Déménagement des patients du centre hospitalier du bourg du Lamentin vers celui de Mangot Vulcin.

## 29 mai

Signature d'une charte pour lutter contre l'illettrisme afin de diminuer de moitié en cinq ans l'écart entre le taux d'illettrisme Outre-mer et celui de France métropolitaine.

## 20 juillet

Inauguration du centre hospitalier de Mangot Vulcin.

## 27 juillet

La loi 2011-833 et la loi organique 2011-834 paraissent au journal officiel. Elles prennent acte de la suppression des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et de la création de nouvelles collectivités.

## 2 août

Passage de la tempête Emily. D'abondantes précipitations ont entraîné de nombreuses inondations dans le centre et le sud de l'île. De fortes coulées de boue et un important glissement de terrain à Morne Calebasse ont nécessité l'évacuation d'une quarantaine de familles et la mise en place d'un périmètre de sécurité.

## 2 septembre

Le groupe Bernard Hayot reprend l'hypermarché Cora Cluny sous l'enseigne Carrefour.

## 18 octobre

Sérieuses échauffourées à Sainte-Thérèse. Les affrontements ont opposé les forces de police à des jeunes, suite à la demande de fermeture d'une épicerie dans ce quartier populaire.

## 30 octobre

Le passage du cyclone THOMAS a provoqué des inondations et glissements de terrain mais aucune victime humaine. Le secteur agricole a essuyé de gros dégâts.

## 5 novembre

Arrivée du vol, désormais hebdomadaire, en provenance de Paris Roissy-Charles de Gaulle. Ce projet d'ouverture de ligne figurait parmi les mesures énoncées suite à la grève de février 2009.

## 8 novembre

Début de la grève de l'ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail). Les employés ont repris le travail après un mois de grève.

## 29 novembre

Les Antilles-Guyane passent au tout numérique. Les 12% des Martiniquais recevant encore la télévision analogique doivent s'équiper d'un téléviseur récent ou d'un décodeur pour recevoir les chaînes du bouquet numérique.

## 8 décembre

Le Préfet Laurent Prévost signe l'arrêté portant dérogation à l'épandage aérien pour lutter contre la sercospore noire du bananier. Valable six mois, cette dérogation concerne 20 communes du territoire.

## Un regain de tension en 2011

**En 2011 le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme moindre qu'en 2010, en raison de la poursuite des plans de consolidations budgétaires et d'un regain de tension autour des dettes souveraines. Dans la zone Euro, la reprise a été enrayée par la rechute de l'été mais les situations des différents pays membres restent hétérogènes. Ces perturbations affectent moins les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe dont la croissance reste soutenue.**

Après la reprise de l'économie mondiale en 2010, l'activité n'a progressé que de 3,9 % en 2011. Cette croissance modérée est à relier :

- à une moindre contribution de la consommation privée, en lien avec des incertitudes sur le marché du travail et à la soutenabilité des dettes souveraines ;
- à une consommation publique en forte décélération, dans le cadre des consolidations budgétaires ;
- à une contribution des stocks quasi nulle après leur reconstitution l'année précédente, face à une prévision de demande stabilisée

Aux États-Unis, après le ralentissement de l'activité à la fin de l'année 2010, la croissance trimestrielle a accéléré au long de l'année 2011, tirée par la demande extérieure, notamment asiatique, et intérieure (consommation privée et investissement), et avec l'amélioration du marché du travail.

En Chine et en Inde, la croissance est restée élevée (respectivement 9,2% et 7,2%). Toutefois l'inflation menace d'éroder les progrès: les prix à la consommation ont augmenté de respectivement 5,4% et 8,6%.

Au Japon, le tsunami de mars 2011 a fortement perturbé l'économie. Celle-ci s'est remise en route très rapidement minimisant l'impact de cette catastrophe sur l'activité qui n'a reculé que de 0,7%. En Thaïlande, le tsunami et les inondations ont pénalisé l'économie mondiale, entraînant une baisse de la

demande globale et surtout une rupture dans le chaîne de production de nombreux produits.

Tout au long de l'année 2011, le prix du pétrole est resté élevé, laissant craindre des répercussions sur les prix des produits alimentaires et des tensions sociales.

### La crise épargne les pays émergents

#### Croissance du PIB en 2010 et 2011, projections pour 2012 et 2013

En %			Projections	
	2010	2011	2012	2013
Monde	5,3	3,9	3,5	4,1
Économies avancées	3,2	1,6	1,4	2,0
États Unis	3,0	1,7	2,1	2,4
Zone Euro, dont :	1,9	1,4	-0,3	0,9
France	1,7	1,7	0,5	1,0
Allemagne	3,6	3,1	0,6	1,5
Japon	4,4	-0,7	2,0	1,7
Pays émergents ou en développement	7,5	6,2	5,7	6,0
Chine	10,4	9,2	8,2	8,8
Inde	10,6	7,2	6,9	7,3
Amérique Latine - Caraïbes	6,2	4,5	3,7	4,1
Brésil	7,5	2,7	3,0	4,1
Venezuela	-1,5	4,2	4,7	3,2
Amérique Centrale <sup>1</sup>	3,6	4,7	4,0	4,0
Panama	7,6	10,6	7,5	6,6
Caraïbes <sup>2</sup>	3,4	2,8	3,5	3,6
Haïti	-5,4	5,6	7,8	6,9
République Dominicaine	7,8	4,5	4,5	4,5
Antigua et Barbuda	-8,9	-0,5	1,0	2,5
Dominique	0,3	0,5	1,5	1,7
Sainte-Lucie	3,4	0,2	1,9	2,4
Barbade	0,2	0,5	0,9	1,5
Trinidad et Tobago	0,0	-1,3	1,7	2,4
Suriname	4,5	4,5	4,9	5,4

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2012 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2005

<sup>1</sup> Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

<sup>2</sup> Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname et Trinidad-et-Tobago.

### Les prix du pétrole reste élevé

#### Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

## *Dans la Zone Euro une reprise malgré la rechute de l'été*

En 2011, l'activité dans la zone euro a faiblement progressé (+1,4%) sur fond de consolidation budgétaire et de crise de dettes souveraines, avec une rechute au milieu de l'année 2011. Les états ont réaffirmé leur engagement en matière de discipline budgétaire, pour renforcer leur crédibilité. La Banque Centrale Européenne a intensifié les recours à des opérations exceptionnelles pour apaiser temporairement les tensions financières. Cependant cette détente n'a pas permis de desserrer les conditions de crédit, limitant le redémarrage de l'investissement. De plus, les mesures budgétaires ont pesé sur le revenu des ménages, déjà très affectés par la dégradation du marché du travail et la hausse des prix.

Les situations des différents membres restent très hétérogènes. En Allemagne, la croissance est restée soutenue. L'Espagne et l'Italie ont fait face à une demande interne très faible. La Grèce, le Portugal et l'Irlande ont mis en place des plans drastiques de réduction des déficits entraînant parfois des troubles sociaux.

Les craintes liées aux tensions sur la dette de certains états restent présentes. En particulier en Grèce et au Portugal et dans une moindre mesure en Espagne, qui subissent les humeurs des marchés financiers.

En 2011 l'inflation accélère également dans la zone Euro (+2,7% après +1,6%).

## *Croissance stable en France*

En France, le climat des affaires s'est violemment retourné à l'été, le rythme de croissance s'est toutefois maintenu

en 2011 à 1,7%, mais les perspectives restent moroses.

Malgré un environnement peu favorable, les entreprises ont soutenu la croissance, par des dépenses d'équipement dynamiques et un cycle de stock soutenu. L'évolution de la valeur ajoutée, plus lente que celle de la masse salariale, a entraîné une diminution de leur taux de marge qui a atteint son minimum depuis 1986 (28,6%).

L'accélération des prix l'a emporté sur celle des revenus d'activité, entraînant un ralentissement des gains de pouvoir d'achat, et, avec des perspectives médiocres, la hausse du taux d'épargne des ménages a pesé sur leur consommation, réduisant encore sa contribution à la croissance.

Malgré la baisse de la demande mondiale adressée à la France, le commerce extérieur n'a plus contribué négativement à la croissance en 2011.

Comparativement aux autres pays de la zone euro, l'inflation en France en 2011 est restée limitée (+2,3%), aidé par le poids du chômage sur le marché du travail.

## *En Amérique latine et dans les Caraïbes, une activité soutenue*

Les économies d'Amérique latine et de la Caraïbe ont eu une croissance soutenue en 2011 (+ 4,5 %), cependant moindre qu'en 2010 en raison des tensions en provenance des pays développés. En dépit du ralentissement des flux de capitaux extérieurs et de la croissance mondiale et les pays exportateurs de matières premières ont profité des prix élevés.

Au Brésil, l'activité a fortement ralenti en 2011 (+2,7%), en lien avec la situation des pays développés et les

coupes budgétaires au détriment de l'investissement public. La politique monétaire stricte et la moindre croissance mondiale ont permis de contenir l'inflation protégeant les gains de pouvoir d'achat. Le programme gouvernemental de réduction des inégalités et de la pauvreté, a contribué positivement à la croissance en soutenant les revenus des plus pauvres donc la demande intérieure, ce qui a compensé une partie de la baisse de la demande extérieure.

Au Suriname, la croissance reste soutenue grâce aux exportations de pétrole et d'or toujours dynamiques. Les matières premières représentent environ la moitié du PIB et près de 90% des exportations. La forte hausse des prix à la consommation (+18%) pèse sur la demande intérieure dont la contribution à la croissance est faible, la pauvreté touchant la moitié de la population.

Dans les petites Antilles de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale l'activité est restée morose. La dette publique a continué de se dégrader en 2011. La reprise de l'activité touristique moindre que dans les grandes Antilles est restée insuffisante pour réduire le surendettement et offrir de meilleures perspectives.

Retour de la croissance en Haïti en 2011 à +5,6%, cette croissance est soutenue par l'aide internationale massive consécutive au séisme et par la reprise des transferts des migrants. Cette hausse vient compenser quasi entièrement la chute du PIB de 2010. Les personnes les plus vulnérables restent toujours confrontées à des conditions de vie très précaires.

Fabien BREUILH

## **Pour en savoir plus**

World Economic Outlook (WEO), "Growth Resuming, Dangers Remain", avril 2012, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/pdf/text.pdf>

Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Shifting Winds, New Policy Challenges", octobre 2011, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2011/whd/eng/pdf/wreo1011.pdf>

Note de conjoncture, « La fièvre tombe, le rétablissement sera lent », mars 2012, [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys\\_conj/archives/0312\\_ve.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/0312_ve.pdf)

Les comptes de la nation en 2011, « La croissance du PIB se maintient à 1,7 % », Insee Première n°1401, mai 2012, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1401/ip1401.pdf>.



# En 2011, les importations progressent, les exportations se contractent

**Après une année 2010 marquée par une nette reprise, les échanges martiniquais ralentissent. Les importations continuent de progresser mais à un rythme plus lent (+ 9 %, après + 26 %) et les exportations se réduisent de 2 %. Le déficit commercial progresse de 10 % et atteint 2,4 milliards d'euros. Les échanges avec la France métropolitaine restent dominants et le commerce du rachat d'or est en pleine expansion.**

En 2011, le montant des importations progresse de 9 %. Elles atteignent 2,79 milliards d'euros et retrouvent leur niveau de 2008 avant la crise. Hormis le secteur des hydrocarbures naturels où le montant des importations perd 9 %, les principaux secteurs progressent. Mais les importations sont particulièrement poussées par la hausse des achats de pétrole raffiné et de produits des industries manufacturières.

Malgré la baisse des volumes achetés, les importations de produits alimentaires progressent de 3 % en valeur suite à la hausse des prix. Le montant des importations de matériel de transport augmente de 5 %. Les achats de produits pharmaceutiques se replient de 3 %. Hors énergie, la

hausse de la valeur des produits importés est plus faible (+ 7 %).

Après la forte reprise de 2010, les exportations perdent 2 % de leur valeur pour atteindre 329 millions d'euros. Elles sont tirées par les ventes de pétrole raffiné et de produits de l'agriculture. À l'inverse, elles bénéficient de la hausse des ventes de déchets et débris d'or en forte progression et de celles des autres produits manufacturés.

Comme pour les autres départements d'Outre-mer, la dépendance de la Martinique avec l'extérieur est importante. En 2011, le déficit commercial s'élève à 2,4 milliards d'euros, en hausse de 10 %.

Le taux de couverture de 12 % reste faible et se replie d'un point par

### En 2011, les importations retrouvent leur niveau d'avant crise Importations et exportations par secteur d'activité en Martinique en 2011

En million d'euros et millier de tonnes	Importations		Exportations	
	valeur	volume	valeur	volume
Agriculture, sylviculture et pêche	48,4	72,5	84,1	177,1
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	352,6	565,5	19,3	236,8
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	383,7	187,2	52,1	31,4
Produits pétroliers raffinés et coke	348,8	487,1	112,8	123,7
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	499,5	39,5	11,3	6,7
Matériels de transport	282,7	27,3	8,1	0,6
dont industrie automobile	261,9	25,7	1,5	0,6
Autres produits industriels	850,3	427,6	40,7	21,6
dont pharmacie	145,8	3,3	2,8	0,0
Autres	26,4	2,9	0,3	0,3
Total	2 792,4	1 809,5	328,8	598,2

Source : Douanes, calculs Insee

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto- Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'outre mer.



rapport à 2010. Ceci signifie que le montant des importations est toujours environ 8 fois plus élevé que celui des exportations.

## Les achats en provenance de France métropolitaine restent dynamiques

En 2011, la France métropolitaine demeure le principal fournisseur de la Martinique. Avec 52 % du montant des produits importés, sa part perd deux points sur l'année. Ces approvisionnements regroupent des produits très variés : 79 % des produits alimentaires Mais 59 % des équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique et 95 % des produits pharmaceutiques.

La France métropolitaine est le fournisseur de plus de la moitié des véhicules automobiles. L'autre partie provient principalement d'Allemagne, du Royaume-Uni et de Corée du Sud.

En 2011, le pétrole brut à destination de la raffinerie SARA provient exclusivement de Norvège. La part des achats de produits raffinés est de 7 %. Pour ces produits, les achats se font principalement aux États-Unis (essence sans plomb, gasoil et fuel), dans Îles Vierges américaines (gasoil et fuel) et à Trinidad et Tobago (carburacteur et gasoil).

La part des achats en provenance de l'Union européenne (hors France) est de 12 %, en recul d'un point par rapport à 2010. Outre les véhicules automobiles, ces produits regroupent en particulier des moteurs, des ouvrages en fonte, fer ou acier et du matériel électrique.

En 2011, la part des importations provenant des pays de la Caraïbe (hors DFA) progresse de trois points suite à la hausse des achats de pétrole raffiné. En revanche, le montant des importations de ciment du Venezuela et de Colombie, qui constituent un des principaux achats

dans cette zone diminuent de 10 %. Les approvisionnements auprès des autres DFA sont faibles. La Guadeloupe fournit 2,5 % du montant total des produits et la Guyane 0,3 %. Il s'agit essentiellement de réexpédition de pétrole raffiné et de téléphones portables pour la Guadeloupe, de poissons, de crevettes et de bois scié pour la Guyane.

## Le commerce du rachat d'or se développe

Les exportations martiniquaises sont peu variées. Elles se composent essentiellement de pétrole raffiné, de banane et de rhum. En 2011, le pétrole raffiné représente 34 % du montant total des exportations contre 42 % en 2010. Le volume des exportations chute de moitié. Néanmoins, compte tenu de la hausse des prix (le cours annuel moyen du Brent a augmenté de 40 % entre 2010 et 2011), la baisse en valeur est plus faible (19 %). Comme les années précédentes, les exportations de pétrole raffiné vont surtout en Guadeloupe et en Guyane.

Les exportations de bananes représentent le quart du montant total. Le volume des envois baisse de 12%. La France métropolitaine en est la destination exclusive. Le montant des exportations de rhum corres-

pond à 10 % du total. En 2011, les quantités expédiées augmentent de 1 %. Les envois sont essentiellement à destination de la France métropolitaine.

Le commerce de l'or est en pleine croissance. Dans ce contexte, les exportations de déchets et débris d'or explosent passant de 0,5 million d'euros en 2010 à 11,3 millions d'euros en 2011. Ces envois se destinent exclusivement à la Belgique.

La France métropolitaine est le premier client de la Martinique. Elle est destinataire de 47 % des exportations (part en hausse de trois points sur l'année), principalement des bananes et du rhum.

Les deux autres DFA sont également d'importants clients. La Guyane achète 22 % des exportations et la Guadeloupe 20 %, essentiellement du carburant.

La part des exportations vers l'Union européenne hors France est de 5 %. Elle augmente de trois points en raison de la hausse des expéditions de déchets et débris d'or. Les ventes dans les autres pays de la Caraïbe sont modestes et peu variées, constituées pour l'essentiel de sable, de cailloux et de graviers.

Emmanuel THIOUX

## Les exportations vers la France métropolitaine continuent d'augmenter Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial en 2011

En % et million d'euros	Importations		Exportations		Solde
	valeur	%	valeur	%	
France métropolitaine	1 444,6	51,7	155,4	47,3	-1 289,2
Norvège	353,2	12,6	0,0	0,0	-353,2
Union européenne hors France	336,1	12,0	15,7	4,8	-320,5
Etats Unis	242,0	8,7	9,2	2,8	-232,8
Caraïbe hors ACP	80,8	2,9	1,4	0,4	-79,4
Guadeloupe	69,0	2,5	66,2	20,1	-2,8
Chine	67,6	2,4	0,3	0,1	-67,3
Caraïbe ACP	61,0	2,2	2,8	0,8	-58,2
Guyane	7,7	0,3	73,4	22,3	65,8
Autres	130,4	4,7	4,5	1,4	-125,9
Total	2 792,4	100,0	328,8	100,0	-2 463,6

Source : Douanes, calculs Insee



## Les banques accompagnent la croissance de l'économie

**Dans un contexte économique incertain, la conjoncture monétaire et financière de la Martinique est caractérisée en 2011 par une croissance modeste des financements bancaires et une stabilisation de la sinistralité. Les encours bancaires continuent de progresser, notamment pour les crédits à long terme, à un rythme toutefois ralenti par rapport à 2010. Cette progression tient pour l'essentiel à la croissance des crédits à l'habitat des ménages et des crédits d'investissement des collectivités locales.**

### *Rythme ralenti de l'encours des crédits accordés par l'ensemble des établissements*

L'encours des crédits consentis par l'ensemble des établissements bancaires atteint 8,2 milliards d'euros au 31 décembre 2011, progressant de 1,4 % sur l'année (+4,1 % en 2010). L'encours sain progresse de 1,6 % (+4,5 % en 2010). Cette évolution touche principalement les crédits à l'habitat des ménages et les crédits d'investissement des collectivités locales, alors que l'encours des entreprises est en léger repli.

Du fait d'une croissance modeste de l'économie et d'une conjoncture incertaine, l'encours en faveur des entreprises diminue de 0,7 % en 2011 (+3,3 % en 2010), à 3,3 milliards d'euros. Cette évolution s'explique par la baisse significative des crédits d'exploitation (de -6,7 % sur l'année) et par la stagnation des crédits d'investissement et des crédits immobiliers (-0,2 % globalement).

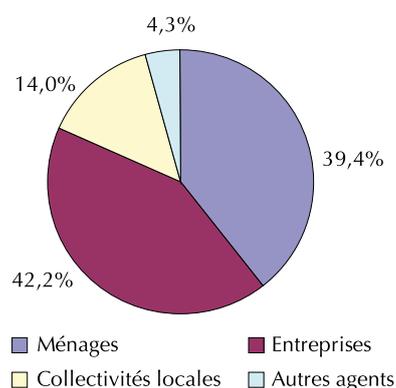
L'encours des ménages progresse de 3,1 % et atteint 3,0 milliards d'euros en fin d'année 2011 (+5,5 % en 2010), soutenu par les crédits à l'habitat (+4,6 %), mais freiné par les crédits à la consommation (-0,5 %).

Les concours octroyés aux collectivités locales sont en progression de 6,2 % (-3,8 % en 2010) et atteignent 1,1 milliard d'euros, tirés par les crédits d'investissement (+4,6 %) et par les crédits d'exploitation qui augmentent très fortement (multi-

pliés par six sur l'année). Les entreprises conservent leur position de principaux bénéficiaires des crédits, avec 42,2 % de l'encours sain (dont un tiers lié au financement de l'immobilier), devant les ménages, les collectivités locales et les autres agents.

### **L'encours des crédits accordés progresse au ralenti**

#### **Répartition de l'encours sain par catégorie d'agents économiques en Martinique**



Source : IEDOM

### *Évolution des encours plus favorable pour les établissements de crédit locaux*

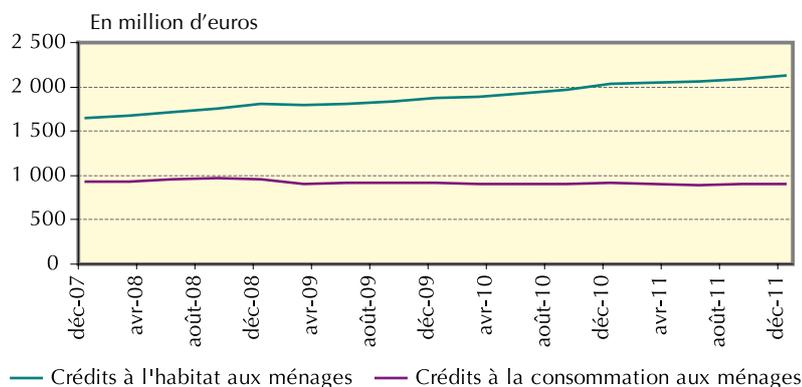
Les encours bruts de crédits accordés par des établissements installés localement progressent de 2,8 % en 2011 et atteignent 7,4 milliards d'euros en fin d'année (+3,3 % en 2010). L'encours sain progresse de 3,0 % (+3,5 % en 2010).

Les ménages, sont les premiers emprunteurs avec un encours de 3,0 milliards d'euros. Cependant,



## Les ménages sont les premiers emprunteurs

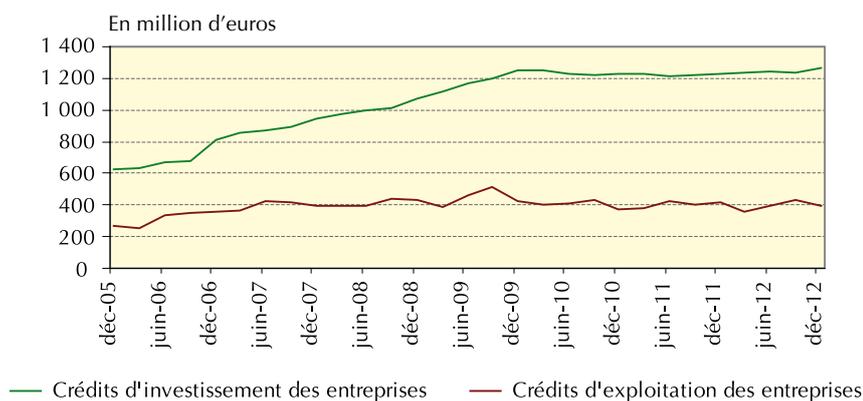
### Encours des crédits aux ménages en Martinique



Source : IEDOM

## Évolutions contrastées des crédits d'investissement et des crédits d'exploitations

### Encours des crédits aux entreprises en Martinique



Source : IEDOM

tivités locales sont en progression de 9,1 % et atteignent 0,9 milliard d'euros, tirés par les crédits d'investissement en hausse de 7,2 % et les crédits d'exploitation, multipliés par six en 2011.

Trois secteurs totalisent à eux seuls les deux tiers des encours. Il s'agit du secteur immobilier (31,1 %), des administrations publiques (19,4 %) et des services aux entreprises (16,5 %).

## La qualité du portefeuille s'améliore

Les créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux sont stables en 2011 en valeur absolue. Elles atteignent 492 millions d'euros en fin d'année et interrompent leur progression des années précédentes.

Leur poids dans l'encours total des établissements de crédit installés en Martinique baisse et représente 6,6 % de l'encours brut en fin d'année (6,8 % à la fin de l'année précédente). Le taux de provisionnement des créances douteuses s'établit à 61,8 % (63,8 % fin 2010).

le rythme de croissance des crédits à l'habitat s'est infléchi en 2011 (+4,6 %, contre +8,5 % en 2010). Les transactions du secteur immobilier ont néanmoins continué de bénéficier d'un niveau encore bas des taux des crédits à l'habitat. Parallèlement, les crédits à la consommation se sont légèrement repliés (-0,5 % en 2011, comme en 2010)

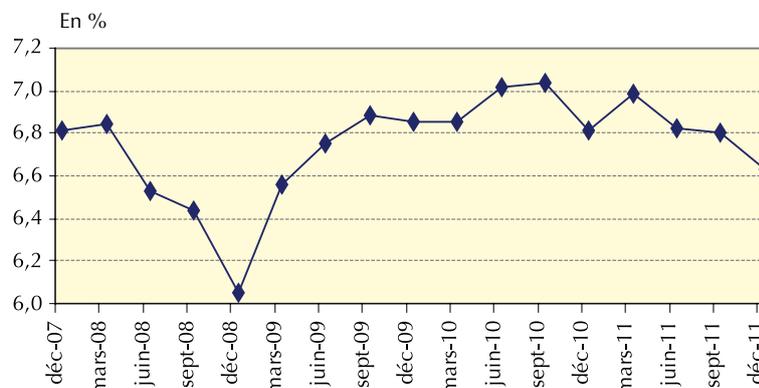
Les entreprises, dont l'encours s'élève à 2,7 milliards en fin d'année, en progression globale de 1,4 % (+0,2 % en 2010), connaissent des évolutions contrastées (-4,2 % pour les crédits d'exploitation, +3,0 % pour les crédits d'investissement, +0,4 % pour les crédits immobiliers).

Les concours octroyés aux collec-

Nicolas BRUN  
IEDOM Fort-de-France

## Des taux qui s'améliorent

### Taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux en Martinique



Source : IEDOM



## Poussée des prix en 2011

**En 2011, les prix à la consommation des ménages en Martinique progressent de 2,6 %. Cette augmentation est plus importante que celle de 2010 (+1,6 %), et concerne tous les postes. Les produits pétroliers, les services, les produits manufacturés. Dans une moindre mesure les produits alimentaires contribuent le plus à l'inflation. Comparativement aux autres régions, c'est en Martinique que les prix progressent le plus.**

Les produits pétroliers sont la principale source d'inflation : avec une augmentation de 19,5 % sur un an, ils contribuent à 1,4 point de hausse des prix, contre 0,9 point l'année précédente. Les prix des carburants comme ceux du gaz ont subi de nombreuses modifications tarifaires en cours d'année. Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kilogrammes a augmenté de 1,42 euros entre janvier et décembre 2011.

Les prix des services progressent de 1,5 % en 2011. Comme ils représentent plus du tiers des dépenses des ménages, ils contribuent à hauteur de 0,7 point à l'inflation totale. Les revalorisations annuelles

des loyers et services rattachés (+2,0 %), ainsi que celles des services de santé (+1,9 %) et des autres services (+1,5 %) expliquent cet accroissement. Les prix des services d'hébergement, des services de restauration, et des assurances progressent également. Dans les transports et communications les hausses de prix sont plus modérées (+0,5%).

Les prix des produits manufacturés s'élèvent de 0,4 point, soit une augmentation de 1,2 % (-0,1 % en 2010). Les baisses des prix de la période des soldes n'ont pas compensé les hausses appliquées au cours des autres mois. En effet, les prix de l'habillement et chaus-

### Une inflation portée par les prix de l'énergie et des services Indice des prix à la consommation de Martinique

Regroupements	Pondérations 2011	En Indice et %		Indice base 100 année 1998		
		Indices 2010 moyen	Indices 2011 moyen	Variation 2011/2010	Contributions à la hausse des prix en 2011	
Alimentation	1 717	132,0	132,6	0,5	0,1	
Produits frais	327	137,4	137,9	0,4	0,0	
Alimentation hors produits frais	1 390	129,7	130,3	0,5	0,1	
Tabac	22	418,7	435,8	4,1	0,0	
Produits manufacturés	2 940	105,0	106,3	1,2	0,4	
Habillement et chaussures	752	97,3	98,6	1,4	0,1	
Produits de santé	165	89,4	90,0	0,7	0,0	
Autres produits manufacturés	2 023	110,2	111,5	1,2	0,2	
Énergie	906	131,1	152,4	16,2	1,5	
Produits pétroliers	695	140,7	168,2	19,5	1,4	
Services	4 415	127,6	129,5	1,5	0,7	
Loyers et services rattachés (1)	1 107	138,3	141,0	2,0	0,2	
Services de santé	249	121,1	123,4	1,9	0,0	
Transports-communications	590	108,6	109,1	0,5	0,0	
Autres services (2)	2 469	127,5	129,4	1,5	0,4	
Ensemble	10 000	123,1	126,3	2,6	2,6	

[1] Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

[2] Les autres services regroupent : les soins personnels, les effets personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Source : Insee Dirag



sures et ceux des autres produits manufacturés augmentent respectivement de 1,4 % et de 1,2 %. En 2011, les prix des produits de santé connaissent également une hausse de 0,7 %.

Les produits alimentaires sont en légère progression de 0,5 % sur un an, de 0,2 % en 2010. Les produits frais ont augmenté dans les mêmes proportions que les autres produits alimentaires (respectivement 0,4 % et 0,5 %). En 2010,

les hausses de prix des produits alimentaires étaient portées par les produits frais (+1,1 %). Les hausses et les baisses de prix observées tout le long de l'année se compensent quasiment.

## Des prix plus élevés que dans les autres régions

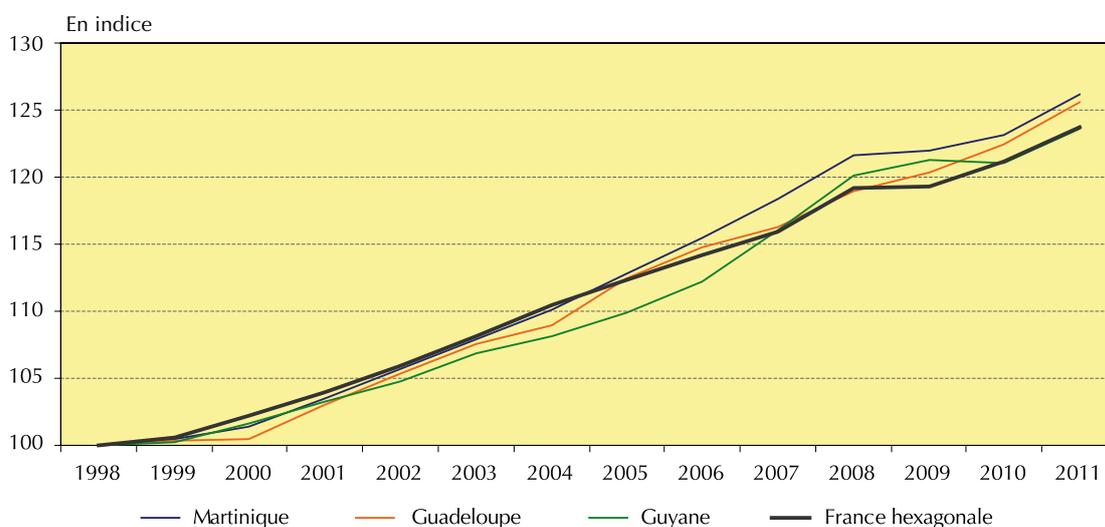
Dès l'année 2006, la progression en Martinique reste supérieure à celles de Guyane, Guadeloupe, et France métropolitaine. Les années

2007 et 2008 marquent une nette rupture. Le passage du cyclone Dean en fin d'année 2007 a déclenché une hausse importante des prix, qui s'est prolongée l'année suivante.

Monette POLOMACK

## Une inflation plus élevée que dans les autres régions

### Évolution des prix à la consommation entre 1998 et 2011 dans les DFA et en France métropolitaine



Source : Insee Dirag

## Définitions

*L'indice des prix à la consommation (IPC) :*

*instrument de mesure de l'inflation, il permet d'estimer la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel.*

*La variation moyenne annuelle :*

*variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année n-1. Elle diffère de l'évolution en glissement qui mesure l'évolution des prix entre le début et la fin de la période sans tenir compte des évolutions enregistrées durant l'année.*



# Les créations d'entreprise chutent de 18 % en Martinique

**En 2011, en Martinique comme en France métropolitaine, les créations d'entreprise chutent de 18 %. C'est la plus forte baisse des dix dernières années. Elle est imputable à la chute de 38 % du nombre d'auto-entreprises. Avec + 27 %, les activités immobilières sont les seules épargnées par la baisse du nombre des créations d'entreprise. Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié. Parmi elles, 45 % sont des auto-entreprises.**

### Le statut d'auto-entrepreneur n'attire plus

Avec 3 905 entreprises nouvelles en Martinique, en 2011 le nombre total de créations d'entreprise dans les secteurs marchands non agricoles baisse de 18 %, soit cinq points de plus qu'au niveau national. C'est la plus forte baisse enregistrée au cours des dix dernières années. La forte chute des créations d'auto-entreprises (-38 %) est à l'origine de cette diminution. Les créations hors auto-entrepreneurs sont en hausse de 5 %. Ce repli des créations d'entreprise est quasi général sur le territoire français. Seules la Guadeloupe et la Guyane restent en progression.

La baisse du nombre d'auto-entreprise est deux fois plus importante

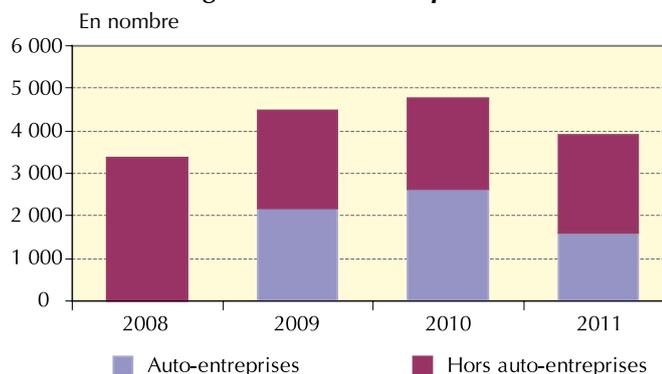
en Martinique qu'en France métropolitaine (19 %). Les 1 620 nouveaux auto-entrepreneurs ne constituent plus la majorité des créateurs : 41 % des nouvelles entreprises martiniquaises sont des auto-entreprises contre 55 % en 2010.

### Un créateur d'entreprise sur quatre dans le soutien aux entreprises

En 2011, Le soutien aux entreprises (activités juridiques, comptables, de gestion, de services administratifs, etc.) est le premier secteur de créations d'entreprise : un créateur sur quatre y exerce son activité. Parmi eux, les auto-entrepreneurs sont les mieux représentés dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (54 % des créations du

### Des créations d'auto-entreprise en forte chute

#### Évolution des créations d'entreprise dans les activités marchandes non agricoles en Martinique en 2011



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

### Définitions

Auto-entrepreneur : Le régime de l'«auto-entrepreneur» s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.



secteur) et les activités de services administratifs et de soutien (52 %). Avec 810 créations d'entreprises, le secteur du commerce est le deuxième gisement de créations. Il représente 21 % du renouvellement des entreprises martiniquaises. Le régime de l'auto-entrepreneur rassemble 38 % de ces nouvelles unités.

## Les activités immobilières, seul secteur d'activité en progression

C'est uniquement dans les activités immobilières que le nombre de créations augmente (+ 27 %). Cette hausse concerne principalement les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs, en particulier des sociétés par actions simplifiées (SAS) notamment pour les activités de location de terrains et autres biens immobiliers. De plus, en 2011, l'activité immobilière est temporairement encouragée par l'anticipation d'une réduction de l'avantage fiscal dit dispositif Scellier, annoncée pour le début 2012.

L'industrie accuse la plus forte baisse du nombre de créations (- 36 %).

Les autres activités de service et la construction sont également très touchées par la baisse avec respectivement 26 % et 23 % de créations en moins. Dans le commerce, le nombre de nouvelles entreprises diminue de 22 % et dans le transport et l'hôtellerie de 18 %.

## La quasi-totalité des créations ne génère aucun emploi salarié

Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Parmi les créations sans salarié, les entreprises hors auto-entrepreneurs sont majoritaires avec 55 %. En 2011, les 320 entreprises créées avec salariés emploient en moyenne 2,7 salariés. Parmi les 870 emplois créés en 2011, six sur dix concernent le commerce et la construction. Seules deux entreprises de plus de 20 salariés ont été créées, contre sept l'année passée.

Un créateur sur trois est âgé de 30 à 39 ans. Proportionnellement, Ces créateurs sont plus nombreux dans

l'information et la communication (43 %) mais aussi dans l'enseignement, la santé et l'action sociale (36 %).

Dans les secteurs de la construction et l'enseignement, les disparités selon le sexe sont plus marquées : 19 % des créateurs exercent une activité dans la construction, contre moins de 1 % des créatrices, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale regroupent 11 % des créateurs et 22 % des créatrices.

Cynthia DUCHEL

## Dispositifs financiers dans l'immobilier

*La SAS, société par actions simplifiée a des règles de fonctionnement beaucoup moins contraignantes que celle de la société anonyme (SA). Comme les autres entreprises, elle peut bénéficier de réduction d'impôt dans le cadre de la loi «Girardin Société »*

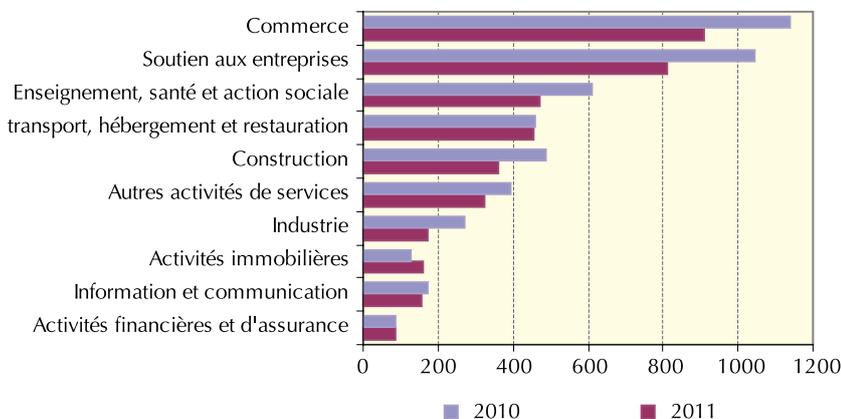
*La loi Girardin Société permet de déduire du résultat de sa société l'intégralité de son investissement immobilier dans les Dom Tom exclusivement. La loi Girardin IS concerne toutes les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés, sans limite sur la taille ou le montant du résultat net avant impôt*

*Le dispositif Scellier permet au contribuable de bénéficier d'une réduction d'impôt équivalente à 13 % du montant du bien immobilier pour les investissements réalisés en 2011, puis à 9 % pour les investissements effectués en 2012.*

## Le soutien aux entreprises : première source de créations d'entreprise

### Principaux secteurs de création d'entreprise dans les activités marchandes non agricoles en Martinique

En nombre



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

## Champ

*Dans l'industrie, le champ ne couvre pas les créations d'entreprises sans salarié relevant du secteur de la production d'électricité. Cela ne correspond pas à une activité industrielle mais à des entreprises montées pour gérer l'électricité produite par des installations photovoltaïques.*



## Une année 2011 marquée par une baisse de la consommation en viande

**Moins de viande, de légumes et de fruits dans le régime alimentaire des martiniquais. Le contexte économique actuel pousse les français à revoir à la baisse leur consommation alimentaire, notamment de viande.**

En 2011, en Martinique, la baisse du pouvoir d'achat des ménages tend à privilégier d'autres dépenses au détriment de l'alimentation. Le secteur viande est particulièrement touché avec des importations qui reculent nettement. Au niveau des fruits et légumes, le constat est au renforcement de la production locale. Les conditions climatiques particulièrement pluvieuses en ce début d'année viennent compliquer la tâche des producteurs.

### Les approvisionnements en viande reculent

En 2011, importations et production locale ont alimenté le marché de 21 612 tonnes de viande, soit une diminution de 8 % par rapport à 2010. L'importation en viande baisse de 8 %, reflet d'une moindre consommation. Cette baisse ne profite pas réellement à la pro-

duction locale, même si elle tient ses parts de marché (recul de 1 %). Cette performance est à mettre au seul crédit de la filière de poulets de chair dont les abattages progressent de 16 % en tonnage. D'une manière générale, la production totale de viande volaille n'a pas vraiment progressé et le secteur organisé en coopératives peine à compenser la disparition progressive des élevages indépendants.

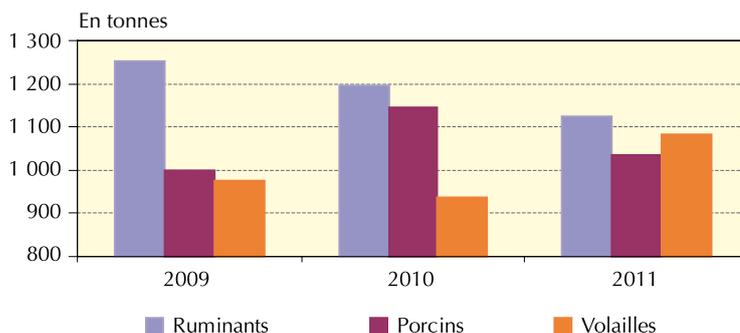
Le repli, de 10 %, des importations de viande de poulet se confirme. Sur 2011, cela représente près de 1 000 tonnes qui font passer les importations sous la barre des 10 000 tonnes/an.

### Productions bovine et porcine en baisse

La production bovine baisse de 5 %, poursuivant la tendance de 2010. En cinq ans, les abattages

### Les productions bovine et porcine en régression

Abattages contrôlés de 2009 à 2011 en Martinique



Source : abattoirs du Lamentin et du François



ont régressé de 10 %. Les abattages du secteur coopératif se maintiennent à 34 % du total. La production locale porcine est particulièrement affectée cette année, avec un recul de 10 % des abattages. La faiblesse de mobilisation des producteurs pour la mise aux normes des bâtiments d'élevage a des effets. S'agissant des ovins et des caprins, la situation est toujours dans le sens de la détérioration, tant en nombre de tête qu'en poids moyen des carcasses.

## La production maraîchère s'accroît

La tendance amorcée en 2010 sur les productions de fruits (hors banane export), de légumes et de racines se confirme en 2011 avec une hausse de 9 % en un an, identifiable surtout sur l'arboriculture et le maraîchage (la production de tomate augmente de 45 %). Et l'importation régresse plus vite que l'offre de produits locaux s'accroît.

## Pas d'amélioration pour la canne à sucre

La récolte de canne à sucre (206 671 tonnes) amorce un léger mieux par rapport à l'année dernière (+2 %). La sole cannière, de 3 906 hectares, varie de + 0,4 % par rapport à 2010. Cette production est très liée à des épisodes pluvieux particulièrement abondants pendant la période du carême.

67 % des cannes sont broyées par des distilleries. Le manque de production s'est donc une nouvelle fois fait ressentir sur les livraisons à la sucrerie du Galion ; 33 % de la production a été livrée pour produire du sucre, alors qu'elle est généralement proche de 40 %.

Les rendements restent modestes : 53 T/ha. C'est le 3ème plus faible rendement de la décennie.

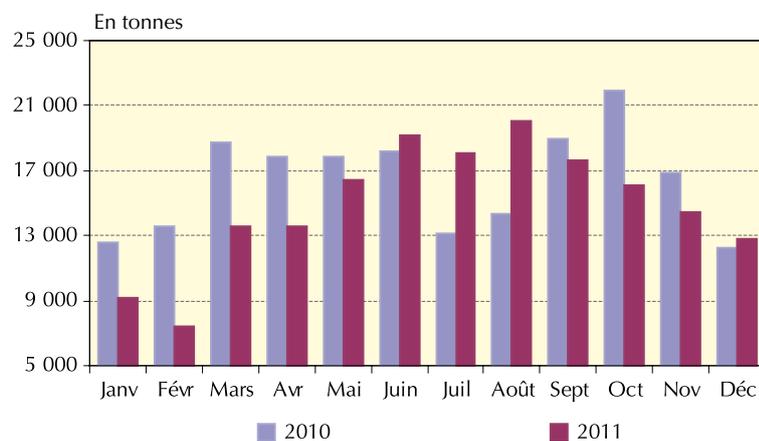
## Banane export : une perte de 12% du chiffre d'affaire

A l'échelle antillaise, la banane export s'est maintenu à un niveau quasiment équivalent à l'année passée. Martinique et Guadeloupe commercialisent au total 237 651 tonnes de bananes vertes, soit une diminution de 0,5 %. Le prix moyen (608,32€ la tonne) fléchit de 3 % par rapport à 2010. En 2010, la part de la Martinique dans la production totale antillaise était de 82 %. En 2011, elle rétrograde à 75 %, en dessous du niveau de 2009. Avec 196 398 tonnes, la production est en diminution de 9 % par rapport à l'année dernière.

Cette baisse de production est à mettre au crédit du passage du cyclone TOMAS en novembre 2010. La perte en chiffre d'affaire à l'exportation sur l'année 2011 est de 12 %, dont 10 % imputable à la baisse de production par rapport à 2010, le reste à la baisse des prix. En revanche, les ventes locales ne cessent de croître pour atteindre en 2011 plus de 1 800 tonnes. Pour le renouvellement des plantations, les importations de vitroplants reculent de 38 % en 2011 par rapport à 2010. La surface de la sole bananière se maintient tout juste (-1 %) à son niveau de 2010.

Lucile VANTARD  
Service de l'Information statistique,  
économique et prospective

## Des exportations en chute Exportations de bananes de la Martinique



Source : Cirad



## Baisse des autorisations de construire en 2011

**En 2011, le nombre de logements autorisés à la construction recule de 23 % par rapport à 2010. Ce recul touche davantage les logements collectifs que les logements individuels. En 2011, la communauté d'agglomération de l'espace sud de la Martinique rassemble le plus grand nombre d'autorisations de construire.**

En 2011, à la Martinique, le nombre de logements autorisés à la construction est de 3 200, soit une baisse de 23 % par rapport à 2010. Après une année 2010 exceptionnelle, les autorisations de construire retrouvent le niveau particulièrement faible de 2009. L'ampleur de cette baisse est d'autant plus frappante que, en 2010, le nombre d'autorisations était le plus élevé des dix dernières années.

### Moins de logements collectifs

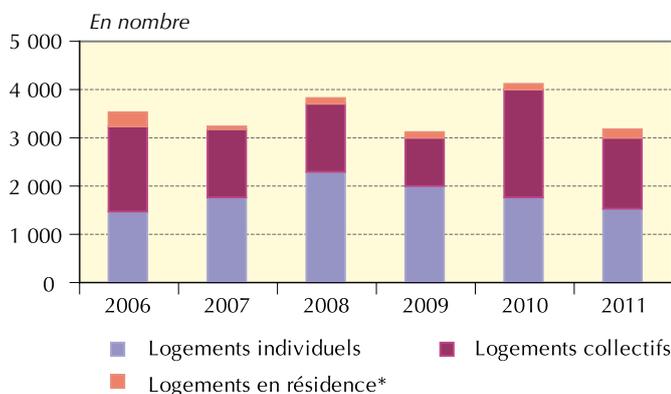
Les logements collectifs sont davantage marqués par ce recul (-35 % du nombre d'appartements autorisés) que celui des maisons individuelles (-13 %). En 2011, 49 % des logements ordinaires autorisés concernent des appartements, contre 56 % en 2010. Ce taux atteint 72 % dans la Communauté d'Agglomération du Centre Martinique

(CACEM), 51 % dans la Communauté de Communes du Nord Martinique (CCNM), et 27 % dans la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM). Fort-de-France, première commune en nombre de logements autorisés (480 en 2011), détient le plus fort taux de logements collectifs (84 %).

Des trois communautés de communes, la CCNM est la plus touchée par le recul des autorisations de construire, avec une baisse de 31 % entre 2010 et 2011; elle est de 25 % pour la CACEM et de 12 % pour la CAESM.

En 2011, la CAESM concentre 37 % des projets de construction de logements, la CACEM 32 % et la CCNM 31 %. Au niveau communal, Fort de France et Le Lamentin regroupent un quart des autorisations de construire. La commune du Robert, 3<sup>ème</sup> commune en nombre de logements autorisés, totalise 9 % des autorisations de la Martinique en 2011.

### Moins d'autorisations de construire Logements autorisés à la Martinique



Source : DEAL Martinique, SITADEL en date réelle

\*logements-foyers pour personnes âgées, résidences pour étudiants....

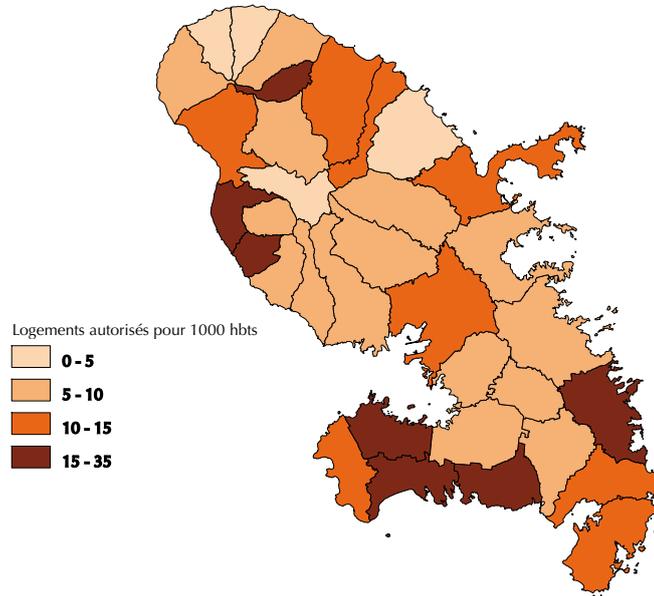
Sur une période plus longue, entre 2006 et 2011, à la Martinique, 21 000 projets de construction de logements ont été délivrés, soit en moyenne 3 500 logements par an. La répartition géographique a évolué au cours de cette période. Si la CACEM attirait plus de quatre projets de construction sur dix en 2006 et 2007, elle n'en a plus qu'un sur trois à partir de 2008. En revanche, l'attractivité de la CCNM augmente sur la période 2008-2011 par rapport aux années précédentes.



## La CAESM plus dynamique

La répartition géographique des projets de construction n'est pas liée aux poids démographiques des territoires. Ainsi, Fort-de-France enregistre le plus grand nombre de projets de construction de la Martinique. Mais ce nombre est faible relativement à sa population. De 2006 à 2011, six logements nouveaux pour 1 000 habitants y ont été autorisés en moyenne par an, il y en a eu neuf pour l'ensemble de la Martinique. Dans la CACEM, ce taux est de 7,5 ‰. Les nombres de permis de construire, relativement à la population, sont les plus élevés dans la CAESM, en particulier dans les communes des Trois-Ilets, du Diamant et de Sainte-Luce (entre 15 et 20 ‰). La CCNM est proche de la moyenne, mais avec des écarts dans le territoire : 12 ‰ côté Caraïbe contre à peine 8 ‰ côté Atlantique.

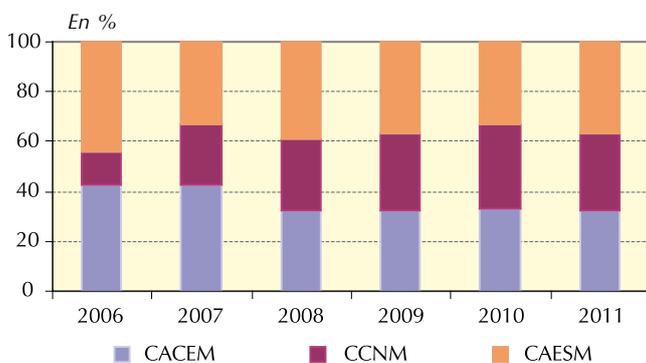
## Des disparités entre les territoires Taux de logements autorisés en Martinique pour 1 000 habitants en moyenne



Source : DEAL Martinique, SITADEL en date réelle

Martine NEISS  
DEAL Martinique

## Des autorisations plus nombreuses dans le sud Répartition des autorisations de construire des logements en Martinique



Source : DEAL Martinique, SITADEL en date réelle

### Note

Les chiffres publiés sont issus de la base de données SITADEL de suivi de la construction neuve. Cette base permet de connaître les autorisations de construire (permis délivrés) des logements et des bâtiments non résidentiels.

L'ensemble des logements comprend les logements ordinaires (individuels et collectifs) et les logements en résidence (logements-foyers pour personnes âgées, logements en résidences pour étudiants...).

Les résultats publiés sont exprimés en date réelle, c'est-à-dire date à laquelle l'autorisation de construire a été délivrée.

Les autorisations de construire délivrées dans l'année constituent un bon indicateur de l'activité future de la construction neuve.



# Baisse des activités portuaires en 2011

**Après une nette reprise de l'activité du port de Fort-de-France en 2010, l'année 2011 marque une baisse d'activité qui est à relativiser si on la compare aux années d'avant crise.**

Globalement, les échanges de marchandises, d'un total de 2 851 000 tonnes, ont baissé de 12,2 % sur un an. Cette baisse est inégalement répartie en fonction de la nature des marchandises, et de leur mode de conditionnement. La crise économique se fait toujours ressentir.

La baisse la plus significative concerne le transport des produits pétroliers qui est de l'ordre de 23 %. Celle-ci s'explique, pour le pétrole

brut, par le fait qu'une escale d'un pétrolier de 75 000 tonnes a été comptabilisée en toute fin d'année 2010. Pour les produits raffinés, l'approvisionnement de la centrale de Bellefontaine s'effectue désormais en direct. Il n'est donc plus enregistré dans les statistiques du port de Fort-de-France.

Le tonnage des importations de marchandises solides en vrac est stable globalement, mais avec des fluctuations importantes entre les

### Des échanges de marchandises en baisse Évolution du transit portuaire depuis 2007

Unités : milliers de tonnes et %

	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2010/2011
Liquides en vrac	1 380 722	1 400 708	1 415 117	1 504 899	1 162 396	-22,8
Pétrole brut	523 666	677 153	611 841	718 937	551 543	-23,3
Produits pétroliers raffinés	857 056	723 555	803 276	785 962	610 853	-22,3
Total produits pétroliers	1 380 722	1 400 708	1 415 117	1 504 899	1 162 396	-22,8
Autres liquides en vrac	0	0	0	0	0	
Solides en vrac	276 875	284 188	211 129	200 005	201 379	0,7
Céréales	31 102	34 537	41 319	38 427	37 977	-1,2
Engrais	24 703	21 054	11 678	16 390	10 526	-35,8
Clinker	202 059	208 653	138 910	131 550	152 876	16,2
Autres solides en vrac	19 011	19 944	19 222	13 638	0	
Total liquides + solides en vrac	1 657 597	1 684 896	1 626 246	1 704 904	1 363 775	-20,0
Marchandises diverses	1 487 611	1 405 340	1 393 579	1 540 217	1 486 910	-3,5
Conteneurs	1 451 611	1 369 340	1 357 579	1 468 217	1 414 910	-3,6
Autres	36 000	36 000	36 000	72 000	72 000	
Total marchandises	3 145 208	3 090 236	3 019 825	3 245 121	2 850 685	-12,2
Nombre de conteneurs *	150 159	146 380	142 240	150 710	147 258	-2,3
vides	51 035	52 315	49 085	44 429	43 765	-1,5
pleins	99 124	94 065	93 155	106 281	103 493	-2,6

Source : D.E.A.L. Martinique  
\* En équivalent vingt pieds



différents postes. Les importations de céréales sont stables, tandis que celles d'engrais chutent de 36 %. Cela tient au fait qu'une partie de plus en plus importante est importée par conteneur et non plus en vrac.

Celles de clinker sont en augmentation de 16 %. Ce qui laisse supposer une augmentation de la production de ciment, et donc un regain d'activité dans le bâtiment et les travaux publics. Ces importations demeurent toutefois très inférieures à celles observées sur la période 2006 – 2008.

L'activité, dans le fret conteneurisé, diminue de 3,5 %, après la forte reprise de 2010. Le tonnage conteneurisé est en baisse, et le nombre de conteneurs pleins manipulés diminue de 2,6 %. En année glissante, cette activité est stable. C'est surtout sur les conteneurs renvoyés vides que la baisse se poursuit.

Le nombre d'escales est de 1 359 en 2011, soit une baisse de près de 4 % par rapport à 2010. La baisse la plus significative porte sur le nombre d'escales de navires de croisière qui chute de 38 %, ce qui

confirme la mauvaise saison touristique 2010-2011. Le nombre de croisiéristes est également en forte chute de l'ordre de 53 %.

Bien que le nombre d'escales soit en progression de 5,7 %, le nombre de passagers inter-îles est en baisse de 8,7 %.

Daniel DANDREA  
CCI Martinique

## Des escales de navires de croisière de moins en moins nombreuses

### Évolution des escales en Martinique

Unités : nombre et %

	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2010/2011
Nombre d'escales	1 709	1 468	1 411	1 414	1 359	-3,9
Commerce	838	742	778	751	715	-4,8
Croisière	117	109	100	97	60	-38,1
Inter îles, passagers et ferries	466	409	374	349	369	5,7
Autres	288	208	159	217	215	-0,9

Source : D.E.A.L. Martinique

## Plus d'escales inter-îles, mais moins de passagers

### Évolution de la fréquentation portuaire

Unités : nombre et %

	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2010/2011
Nombre de passagers (en pax)	224 134	244 190	211 539	222 850	165 898	-25,6
Croisière transit	64 462	86 488	68 058	74 584	34 773	-53,4
Croisière basée au port	4 717	7 401	8 551	11 417	6 142	-46,2
Total Croisière	69 179	93 889	76 609	86 001	40 915	-52,4
Inter-îles	154 955	150 301	134 930	136 849	124 983	-8,7

Source : D.E.A.L. Martinique

## Définitions

**Clinker** : produit qui résulte de la cuisson des éléments dont est fait le ciment, avant réduction en poudre



# Amélioration du trafic de passagers, régression du fret aérien

**En 2011, l'activité aéroportuaire s'est caractérisée par la poursuite de l'amélioration du trafic de passagers et l'accroissement des mouvements commerciaux. Toutefois, ce constat est nuancé par la tendance à la baisse persistante du trafic fret. L'année a été marquée par l'arrivée du vol inaugural d'Air France sur la ligne Paris Charles de Gaulle-Aéroport Aimé Césaire, et par la création de la SASU (Société par action simplifiée unipersonnelle), première étape vers le changement de gouvernance**

Les flux de passagers se sont intensifiés sur la plateforme aéroportuaire de Fort-de-France – Le Lamentin, depuis les mouvements socio-économiques de 2009. La reprise du trafic aéroportuaire amorcée en 2010 avec 1,67 million de passagers s'est poursuivie en 2011 pour atteindre près de 1,72 million passagers. La hausse depuis 2009 est de 7,4 %. Le niveau du trafic de passagers en 2011, demeure nettement supérieur à ceux des sept dernières années.

La reprise s'observe également sur les mouvements d'avions commerciaux au départ et à l'arrivée de l'aéroport Martinique Aimé Césaire : +3,9 % en 2011 par rapport à 2010. Sur l'année, la plus forte progression revient à l'activité commerciale internationale, +5,3 % contre +3,0 % pour les mouvements nationaux). Cette amélioration ne permet pas cependant de retrouver le niveau des mouvements d'avions d'avant 2009.

La ligne transatlantique représente près des deux tiers du trafic global

de passagers. Avec un peu plus d'un million de passagers en 2011, cette ligne progresse de 4,8 % par rapport à 2010 et contribue fortement à l'augmentation globale du trafic de passagers. Cette hausse du trafic de passagers vers/en provenance de la France métropolitaine peut s'expliquer par les retombées positives des actions de promotion de la destination Martinique depuis la fin d'année 2010 (campagne « bâtisseurs de paradis »). De plus, sur le 2ème trimestre de l'année 2011 (+8,9 % par rapport au 2ème trimestre 2010) il pourrait s'agir des répercussions de la révolution de « Jasmin » en Tunisie et des crises politiques dans les autres pays du Maghreb. Les mois d'avril et juin étant ceux qui ont connu les plus fortes progressions avec respectivement +14,8 % et +6,1 %. Au 4ème trimestre 2011, la bonne progression de 10,8 % sur le mois de décembre, semble annoncer un bon début de la saison touristique 2011-2012, sous l'effet du lancement de la desserte avec Roissy.

### Évolution annuelle du trafic aéroportuaire en Martinique

En milliers, tonnes, et %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010
Mouvements d'avions commerciaux	23 291	23 871	24 086	22 824	20 473	20 692	21 501	3,9
Trafic de passagers (milliers)	1 616	1 636	1 695	1 673	1 608	1 672	1 727	3,3
dont passagers locaux	1 518	1 542	1 603	1 572	1 496	1 557	1 620	4,0
dont passagers en transit	98	94	93	101	112	115	107	-7,0
Trafic fret commercial ( tonnes)	12 998	13 493	13 925	12 785	11 336	11 010	10 514	-4,5

Source: Direction des Services Aéroportuaire-CCIM



## Évolution trimestrielle du trafic de passagers sur la ligne transatlantique depuis la Martinique

Unités : nombre et %

	1 <sup>er</sup> Trimestre	2 <sup>ème</sup> Trimestre	3 <sup>ème</sup> Trimestre	4 <sup>ème</sup> Trimestre
2011	285 084	231 181	279 733	226 669
2010	283 667	212 306	266 886	212 841
2009	272 426	224 496	260 917	202 917
2008	287 698	226 083	251 082	211 413
2007	295 241	238 920	279 214	214 424
Variation 2011/2010	0,5	8,9	4,8	6,5

Source : Direction des Services Aéroportuaires – CCIM

L'augmentation globale du trafic de passagers résulte aussi de l'évolution des départs-arrivées avec les autres départements français d'Amérique, et en particulier avec la Guadeloupe. Mais, depuis la fin 2010, les passagers de la compagnie Air France de ou vers Haïti ou Miami sont enregistrés comme allant à Pointe-à-Pitre. Le trafic avec la Guadeloupe est donc surestimé.

Les lignes internationales, bien qu'en hausse de 2,8 %, participent dans une moindre mesure à la croissance du flux de passagers en 2011 en raison de leur faible poids dans la structure du trafic de passagers (7 %). La bonne progression du trafic avec les aéroports de la

« Caraïbe internationale » (+3,2 %) est due, en particulier, aux bons chiffres enregistrés avec Porto Rico (33 526 passagers) et Sainte-Lucie (28 403). Sur les lignes « autres aéroports », qui correspondent aux aéroports d'Amérique du Sud et du Nord, l'activité est restée quasiment stable (+0,7 % par rapport à l'année 2010) malgré le changement dans l'enregistrement des passagers de ou vers Haïti ou Miami.

Au niveau du fret, l'activité à l'aéroport Martinique A. Césaire accuse une baisse en volume de 4,3 % sur la période considérée. La poursuite du ralentissement du trafic de marchandises aérien s'explique principalement par une diminution

des importations de 3,6 % et des exportations de 6 %. Le ralentissement de l'activité fret commercial semble résulter des mauvaises récoltes de melons, dues aux conditions climatiques défavorables au premier semestre 2011 (importantes pluies), et de la forte concurrence du fret maritime.

Fanny-Aude BELLEMARE  
CCI Martinique

## Passagers entre la Martinique et les Départements Français d'Amérique

Unités : nombre et %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010
Guadeloupe *	367 232	378 637	393 366	406 664	370 863	396 589	412 354	4,0
Guyane	67 933	61 853	61 506	66 776	61 890	66 282	67 045	1,1
Total régional	435 165	440 490	454 872	473 440	432 753	462 871	479 399	3,6

Source : Direction des Services Aéroportuaires – CCIM

\* depuis fin 2010, le trafic de passagers avec Haïti est comptabilisé dans le trafic Guadeloupe

## Passagers à destinations internationales depuis la Martinique

Unités : nombre de passagers et %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010
Caraïbe Internationale	90 406	90 429	97 303	103 392	92 799	96 182	99 228	3,2
Autres Aéroports	20 654	19 483	22 931	18 844	10 748	14 555	14 663	0,7
Total international	111 060	109 912	120 234	122 236	103 547	110 737	113 891	2,8

Source : Direction des Services Aéroportuaires – CCIM



## Stabilisation du marché de l'automobile

**En 2011, les ventes de véhicules neufs sont stables à la Martinique. Elles mettent fin à trois années consécutives de baisse des immatriculations. Les meilleures ventes concernent les 9 à 11 CV, avec une hausse de 11 %. En 2011, les véhicules diesel représentent 57 % du marché de l'automobile, soit deux points de moins qu'en 2010.**

Après trois années de baisse, en Martinique, les immatriculations de véhicules neufs se stabilisent par rapport à 2010, à 15 300 nouvelles immatriculations.

Avec 12 950 immatriculations en 2011, les voitures particulières, qui représentent 85 % du marché des immatriculations neuves continuent de baisser (-1,7 %). Depuis 2007, la baisse est de 12 %. La baisse des montants du bonus écologique prévue en 2012 conjuguée aux efforts commerciaux des constructeurs sur les prix ont malgré tout impacté les

ventes de de fin d'année 2011. On est passé de 1 380 immatriculations en novembre à 2 360 voitures.

Si la baisse des ventes des véhicules particuliers se poursuit, les ventes de véhicules utilitaires neufs haussent de 13 %.

volumes de ventes restent inférieurs à ceux de 2009. Au-delà de 11 CV, les ventes de véhicules baissent de 4 % par rapport à 2010.

La réduction de l'écart des prix à la pompe entre le diesel et le supercarburant diminue l'attrait pour les véhicules diesel. La baisse de 5 % des nouvelles immatriculations (7 405) est en partie compensée par la hausse de 3 % des véhicules à essence. En 2011, les véhicules diesel représentent 57 % du marché de l'automobile, soit deux points de moins qu'en 2010. Dans le

même temps, le nombre de véhicules fonctionnant au supercarburant a progressé de 3 % (5 546).

Lors de l'achat d'une voiture particulière, le consommateur marque clairement sa préférence pour les marques étrangères. En 2011, 58 % d'entre eux ont fait ce choix, soit quatre points de plus qu'en 2005.

Philippe MOUTY

### Répartition des voitures selon la cylindrée et le type de carburant

	En nombre et %			Évolution 2011/2010
	Essence	Gazole	Total	
Moins de 7 CV	4 436	5 352	9 788	-2,9
7 à moins de 9 CV	925	887	1 812	-0,7
9 à moins de 12 CV	129	890	1 019	11,1
<b>Total</b>	<b>5 490</b>	<b>7 129</b>	<b>12 619</b>	<b>-1,6</b>

Source : Fichier Central des Automobiles

Avec 9 800 véhicules, les immatriculations de petites cylindrées (1 - 6 CV) sont en baisse de 3 % par rapport à 2010 et représentent 76 % des immatriculations en 2011. Les ventes de cylindrée moyenne (7 à moins de 9 CV) diminuent de 1 %. En dépit du malus écologique instauré en 2008, les évolutions des ventes de cylindrée élevée sont en hausse. Dans la catégorie des 9 à moins de 12 CV l'augmentation atteint 11 %.

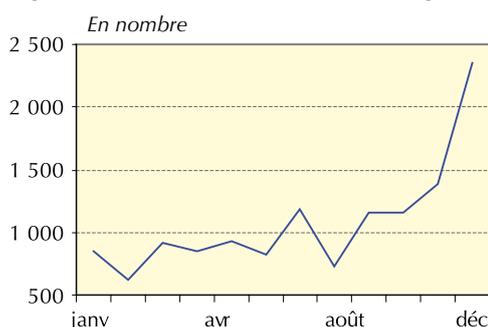
### Immatriculations des véhicules neufs en Martinique

En nombre et %	2009	2010	2011
Voitures particulières et commerciales	13 142	13 171	12 951
dont marques étrangères (%)	58	58	58
dont diesel (%)	60	59	57
Motocycles, Tricycles, quadricycles à moteur	991	857	632
dont marques étrangères (%)	94	89	91
Motocycles, Cyclomoteurs, Tricycles, quadricycles à moteur			1 089
Voiturettes		47	38
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	2 411	2 048	2 313
dont marques étrangères (%)	48	47	48
Tracteurs routiers	27	8	11
Tracteurs agricoles		69	54
Cars et autobus	66	29	50
Remorques et semi remorques	25	100	106
dont PTAC >= 6000 tonnes		19	19
<b>Total*</b>	<b>15 619</b>	<b>15 248</b>	<b>15 314</b>

Source : Fichier Central des Automobiles  
\* hors motocycles, tracteurs, remorques lourdes et semi-remorques

### Pic des ventes en décembre

#### Evolution mensuelle des ventes de voitures particulières en 2011 en Martinique



Source : Fichier Central des Automobiles



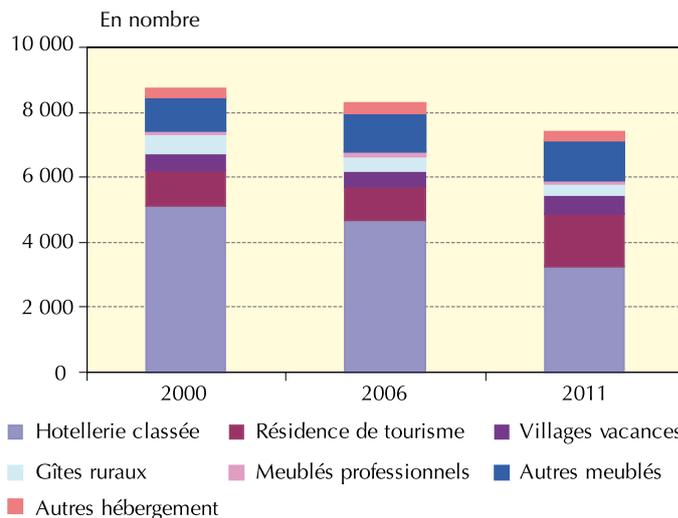
# La hausse des nuitées limite les difficultés de l'hôtellerie

**En 2011 l'hôtellerie martiniquaise résiste aux baisses d'activité successives des dernières années. La grande hôtellerie (3 étoiles et plus) a de meilleurs résultats qu'en 2010. L'ajustement du parc hôtelier s'adapte encore à la demande de la clientèle, notamment dans la petite et moyenne hôtellerie.**

En 2011, l'hôtellerie classée représentent 44 % des chambres offertes. Dix ans plus tôt, cette part était supérieure à 58 %. Ce sont les résidences de tourisme et les villages vacances qui ont le plus progressé ces dernières années.

teliers ont enregistré 39 000 nuitées supplémentaires (+3 %). Au final, le taux d'occupation du parc gagne deux points. En moyenne 58 % des chambres offertes ont été occupées.

**La part de l'hôtellerie diminue**  
**Chambres offertes en hébergement en Martinique**



Source : Comité martiniquais du tourisme

Après deux années de baisse, les difficultés de l'hôtellerie homologuée martiniquaise s'atténuent et l'activité se stabilise. Le secteur poursuit sa restructuration : l'offre en chambre diminue de 2 % en 2011, elle avait diminué de 5 % l'année dernière. Le déficit de clientèle se réduit, passant de 3 % en 2010 à 0,5 % en 2011. Hormis les résidents martiniquais, le nombre de visiteurs accueillis augmente. L'allongement des séjours contribue au redressement du volume des nuitées. Après une baisse de 8 % en 2010, les hô-

La grande hôtellerie de Martinique (3 étoiles et plus) concentre plus des deux tiers de l'offre en chambres. Après une importante baisse en 2010, la réduction du parc hôtelier est minime en 2011. Couplés à une hausse de la fréquentation, ces ajustements concourent à un meilleur remplissage des établissements : comme en 2010 le taux d'occupation a progressé de trois points, et 57 % des chambres offertes ont été louées. Clientèle majoritaire de ces établissements, l'affluence des résidents français (hors Martinique) est



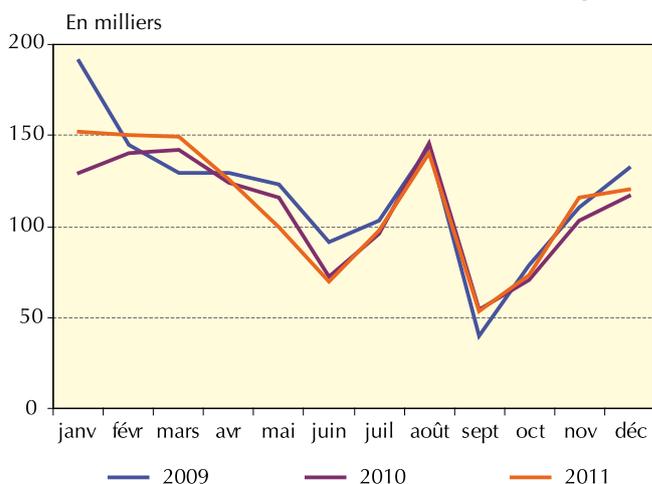
importante : + 7 % de clientèle et + 9 % de nuitées supplémentaires. Les touristes étrangers sont également venus plus nombreux, assurant un cinquième des nuitées totales. À l'inverse, le tourisme résidentiel recule de 8 %, entraînant une baisse de 3 % des nuitées.

après 1 %) limitant le déficit de clientèle à 5 % (9% en 2010). A l'opposé de l'année dernière, c'est principalement la baisse du tourisme résidentiel qui affecte l'activité en 2011 : le nombre de résidents martiniquais recule de 17 % et les nuitées de 14 %. Compensant la

journe plus longtemps. Les nuitées étrangères notamment croissent de 9 %. Grâce à des séjours plus longs que dans la grande hôtellerie, les établissements de la catégorie sont mieux remplis et le taux d'occupation frôle 60 %.

## Le nombre de nuitées se maintient

### Nuitées dans l'hôtellerie en Martinique



Source : Insee, Enquête de Fréquentation Hôtelière

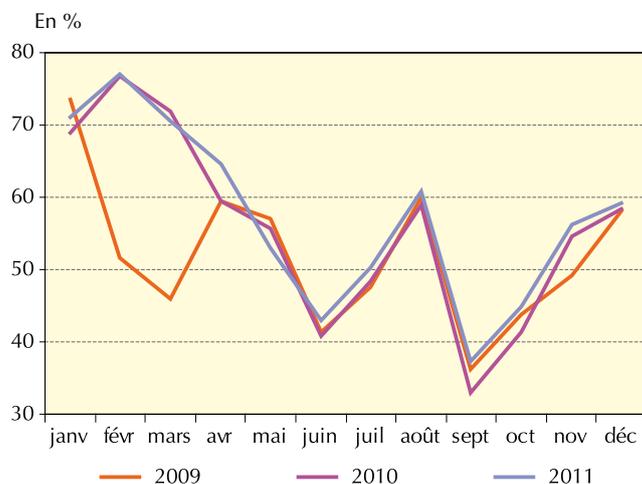
Les résultats de la petite et moyenne hôtellerie (0, 1, ou 2 étoiles) sont plus contrastés. L'offre en chambres diminue plus qu'en 2010 (5 %

désaffection de la clientèle locale, la fréquentation des autres clients progresse légèrement. Leur nombre augmente faiblement, mais ils sé-

Conséquence directe de la typologie de la clientèle, la durée moyenne du séjour s'allonge à 4,5 jours en 2011. Origine géographique et motif du séjour caractérisent différemment les séjours hôteliers. D'une part, les visiteurs français (hors résidents locaux) et étrangers, venus plus nombreux cette année, représentent environ 70 % de la clientèle. Ils séjournent en moyenne 5,3 nuits dans les hôtels contre 2,6 jours en moyenne pour les résidents locaux. La baisse du tourisme résidentiel affaiblit ainsi l'impact des courtes visites sur la durée moyenne du séjour. D'autre part, la grande hôtellerie concentre l'essentiel des séjours pour motifs professionnels d'où une durée moyenne de séjour de 4,2 jours dans ces catégories d'établissements. La petite et moyenne hôtellerie accueille une majorité de vacanciers pour un séjour moyen de 5,3 jours.

## Les taux d'occupation progressent

### Taux d'occupation des chambres dans l'hôtellerie en Martinique



source : Insee, Enquête de Fréquentation Hôtelière

Martine CAMUS



## L'emploi salarié diminue

**Après un sursaut en 2010, l'emploi salarié en Martinique est en repli de 2%. L'industrie, la construction et le commerce perdent des emplois, alors que l'hébergement et la restauration stagnent.**

En 2011, en Martinique, l'emploi salarié se replie par rapport à l'exercice précédent. Avec 125 700 emplois (128 000 en 2010) la baisse est de 2 %. L'exercice 2011 ne confirme donc pas la timide reprise observée après la crise sociale de 2009. Ce constat négatif s'inscrit dans un contexte national peu propice à la croissance. Il marque une différenciation de la santé économique de la Martinique par rapport aux deux autres départements français d'Amérique. La baisse est induite essentiellement par le secteur marchand, dont certains postes sont en net repli, alors que d'autres stagnent, ou ne progressent que très timidement. Mais la

répartition entre le marchand et le non marchand reste sensiblement la même.

L'industrie perd environ 550 postes en une année. Les pertes du secteur de la construction sont plus conséquentes : de l'ordre de 800 postes, après une baisse de 400 postes en 2010. Elles sont le reflet du manque d'activité du secteur. Les gros chantiers sont en effet peu nombreux. Le bâti individuel ou collectif reste soumis aux aléas et incertitudes quant au devenir du dispositif de défiscalisation.

Le commerce se replie de 3 %, comme les activités immobilières (-2,8 %) et le transport (2,9 %). Parallèlement, les « activités spé-

### Baisse de l'emploi salarié en Martinique

#### Évolution des effectifs et de la masse salariale par secteur en Martinique

En nombre et %	Effectif moyen		Évolution 2010/2011	Masse salariale		Évolution 2010/2011
	2010	2011		2010	2011	
Agriculture, sylviculture et pêche	4 556	4 378	-3,9	79	78	-1,3
Industries	9 178	8 626	-6,0	242	249	2,9
Construction	7 602	6 789	-10,7	151	141	-6,6
Commerce	15 276	14 864	-2,7	353	358	1,4
Transport	5 846	5 674	-2,9	157	160	1,9
Hébergement et restauration	4 751	4 749	0,0	101	104	3,0
Information et communication	2 219	2 328	4,9	69	77	11,6
Activités financières et assurance	3 429	3 370	-1,7	134	142	6,0
Activités immobilières	877	902	2,9	23	26	13,0
Activités spécialisées et activités de services et de soutien	11 827	11 914	0,7	246	266	8,1
Administration publique, santé humaine et action sociale	56 626	56 379	-0,4	1 574	1 570	-0,3
Autres activités de services	5 986	5 777	-3,5	102	102	0,0
Ensemble	128 175	125 748	-1,9	3 230	3 273	1,3

Source : Insee, base Epure



# Emploi-Chômage

cialisées et activités de service et de soutien » - essentiellement de l'intérim et du gardiennage - génère encore 9,5 % des emplois salariés mais avec une croissance marginale. La stagnation est plus marquée dans l'hébergement et la restauration.

L'emploi dans l'administration, la santé publique et action sociale, en légère baisse par rapport à 2010, représentent 56 300 emplois salariés, soit la moitié des emplois salariés totaux. Elle est la conséquence vraisemblable de la révision générale des politiques publiques et du non-remplacement systématique des personnels fonctionnaires partant à la retraite.

Malgré la baisse des effectifs, la masse salariale versée en 2011 progresse globalement de 1,3 %, les salariés étant souvent augmentés du fait de leur ancienneté. Ainsi, dans le bâtiment où l'emploi chute de près de 11 %, la baisse de la masse salariale est contenue à 6,6%. Les hausses de rémunération sont surtout visibles dans les services spécialisés, où l'emploi continue de progresser.

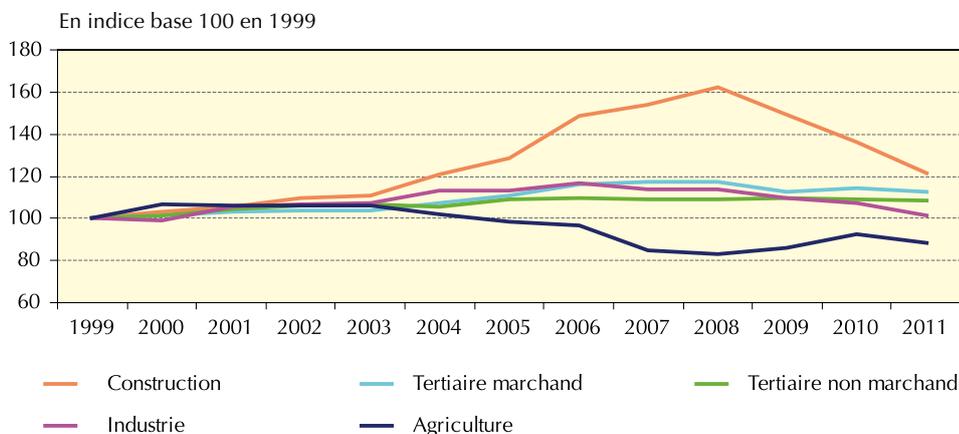
2004-2005. Il a ensuite sensiblement progressé jusqu'en 2007-2008, notamment dans le bâtiment et les travaux publics. À compter de 2009-2010, la faible progression est principalement imputable à l'embauche de salariés intérimaires qui ne s'est pas traduite par des embauches définitives.

## Une détérioration de l'emploi salarié déjà ancienne

Au cours des dix dernières années, l'emploi salarié a stagné jusqu'en

Guy MYSTILLE  
Gérard FORGEOT

### Baisse de l'emploi salarié en 2011 Evolution des effectifs salariés par secteurs



Source : Estimations d'emploi de l'Insee

### Définitions

Les données utilisées sont issues de la base Epure, extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi. Elles sont la synthèse de deux sources administratives :- Les bordereaux récapitulatifs de cotisation (BCR) transmis par les établissements employeurs aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf)- Des fichiers des déclarations annuelles de données sociales (Dads) qui couvre le champ de l'ensemble des salariés



## Chômage stable en Martinique

**En 2011, le marché du travail martiniquais s'améliore. Les personnes en emploi sont plus nombreuses. Dans le même temps, le taux de chômage est stable à 21 %. Les jeunes restent les plus touchés. La majorité des personnes qui composent le halo se déclare disponible pour travailler, sans pour autant mener suffisamment de recherche d'emploi pour être considéré comme chômeur.**

**A**u deuxième trimestre 2011, le nombre d'actifs (personnes de 15 ans ou plus ayant un emploi ou chômeur au sens du BIT) est de 168 900 en Martinique, soit 3 500 de plus sur un an. Le taux d'activité des 15-64 ans progresse à 6,5 % en 2011, après 63 % en 2010. Toutefois, dans cette tranche d'âge le taux d'activité des femmes reste inférieur à celui des hommes : respectivement 62 % et 67 %. Avec un effectif de 51 000, les actifs de 50-64 ans sont 3 400 de plus. Leur taux d'activité s'élève à 64 %, en hausse de trois points par rapport à 2010.

### Plus de seniors en emploi

Dans la région le nombre de personnes en emploi augmente de 3 200. Le taux d'emploi des 15-64 ans gagne deux points et s'élève à 51%. La Martinique se rapproche lentement de l'objectif européen de Lisbonne, fixé à 70 %. La hausse du taux d'emploi concer-

ne aussi bien les hommes que les femmes. Celui des femmes atteint 48 %, en progression de un point. Il est de 55 % pour les hommes, plus deux points par rapport à 2010. L'augmentation du taux d'emploi profite principalement aux femmes âgées de 50 à 64 ans et aux jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans. La situation des seniors (55-64 ans) s'améliore. Le taux d'emploi des femmes et des hommes de cette tranche d'âge progresse pour atteindre respectivement 44 % et 52 %.

### Des emplois souvent précaires

Parmi les actifs en emploi, 28 % travaillent à temps partiel. Les femmes sont particulièrement concernées. Elles sont deux fois plus nombreuses à être à temps partiel que les hommes. La grande majorité des personnes occupant un emploi à temps partiel l'ont accepté faute de mieux, les femmes, à 75 %, plus que les hommes (25 %).

### Un chômeur sur cinq avait un emploi

#### Population de 15 ans à 64 ans en Martinique par type d'activité en 2010 et 2011

Unité : %

Situation en 2011	Situation en 2010					Total
	Actif occupé	Chomeur	Étudiant	Préretraité ou retraité	Autre inactif	
Actif occupé	91,8	5,8	1,5	0,1	0,8	100
Chomeur	21,4	65,4	4,8	0,6	7,8	100
Étudiant	28,2	2,5	68,4	0,4	0,5	100
Retraité	10,8	3,1	0,0	77,4	8,8	100
Autre inactif	15,5	30,1	3,1	2,7	48,6	100

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2010 à 2011

Note de lecture : Sur 100 personnes qui travaillent en 2011, 92 travaillaient déjà en 2010, 6 étaient au chômage, etc



## Un taux de chômage stable

Le taux de chômage global est stable à 21 %. Dans la population active martiniquaise, 35 000 personnes sont au chômage en 2011. Quelle que soit la tranche d'âge, les femmes sont davantage touchées par le chômage que les hommes. Les femmes actives âgées de 25 à 49 ans sont 24 % à être au chômage (+1 % sur un an), contre 18 % pour les hommes (- 1 %). Le nombre de jeunes chômeurs décroît chez les hommes : 60 % des actifs de 15-24 ans sont au chômage en 2011, contre 62 % en 2010. Les jeunes ont toujours du mal à s'insérer sur le marché du travail. 28 700 Martiniquais sont au chômage de longue durée, c'est 3 400 personnes de plus qu'en 2010. Ils représentent 17 % de la population active contre 15 % en 2010. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à demeurer plus d'un an au chômage. Cette stabilité du chômage est notamment dû aux sorties du marché du travail : près de 11% des retraités de 2011 travaillaient un an plus tôt. C'est aussi le cas de 16 % des autres inactifs. Ces sorties ont en partie compensé les pertes d'emploi et l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.

## Six personnes sur dix dans le halo autour du chômage sont des femmes

Le halo autour du chômage rassemble 15 800 personnes de 15 à 64 ans. Il représente 6 % de la population en âge de travailler, en recul de un point sur un an. Ces personnes sont sans emploi et souhaitent travailler mais sont considérées comme inactives au sens du Bureau international du travail (BIT).

Les femmes représentent 64 % du halo. Celles âgées de 25-49 ans sont particulièrement exposées. Plus de la moitié des personnes dans le halo sont peu ou pas diplômées.

La même proportion ne recherche pas d'emploi les « découragés » déclarent que leur recherche serait vaine à cause de leur âge, ils sont trop jeunes ou trop vieux pour travailler. Les « empêchés » évoquent des contraintes familiales ou

personnelles, ainsi que des problèmes de santé. D'autres sont disponibles mais ne recherchent pas de travail car elles sont en attente de résultats de démarches antérieures (concours, entretien, test...). Par ailleurs, 18 % de personnes du halo recherchent du travail mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines.

Joëlle NACITAS

## Un taux d'emploi en progression

### Taux d'emploi et objectifs européens

Unité: nombre et %

	2010	2011	Objectif européen
Taux d'emploi des 15-64 ans	49,4	51,2	70%
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	47,0	48,3	60%
Taux d'emploi des 55-64 ans	44,3	47,9	50%
Personnes ayant un emploi	128 928	132 215	
Hommes	61 894	63 806	
Femmes	67 034	68 409	

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2011

Champ : Martinique, population des ménages, personnes de 15-64 ans

## Chômeurs au sens du BIT de 15 à 64 ans

Unité: nombre

	2010	2011
Ensemble des chômeurs	34 724	35 030
Hommes	15 449	14 999
Femmes	19 275	20 031
Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)		
Ensemble	21,2	20,9
15-24 ans	62,2	60,0
25-49 ans	20,9	21,4
50 ans - 64 ans	10,9	11,1
Hommes	20,0	19,0
15-24 ans	62,7	58,1
25-49 ans	18,8	18,1
50 ans - 64 ans	8,7	9,7
Femmes	22,3	22,6
15-24 ans	61,4	63,2
25-49 ans	22,6	24,1
50 ans - 64 ans	13,1	12,4
Taux de chômage de longue durée (%)		
Ensemble	15,4	17,1
Hommes	13,5	15,2
Femmes	17,2	18,9
Halo autour du chômage (Nombre)		
Ensemble	18707	15873
Hommes	6905	5713
Femmes	11802	10160

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2011

Champ : Martinique, population des ménages, personnes de 15-64 ans



## La progression du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit

**En 2011, en Martinique les premiers signes de reprise d'activité n'ont pas été suffisants pour inverser les tendances sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi a continué de progresser en 2011, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2010. En revanche, les premiers effets de la reprise ont été très positifs pour la collecte d'offres emploi qui ont progressé de 15 %.**

### Hausse des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

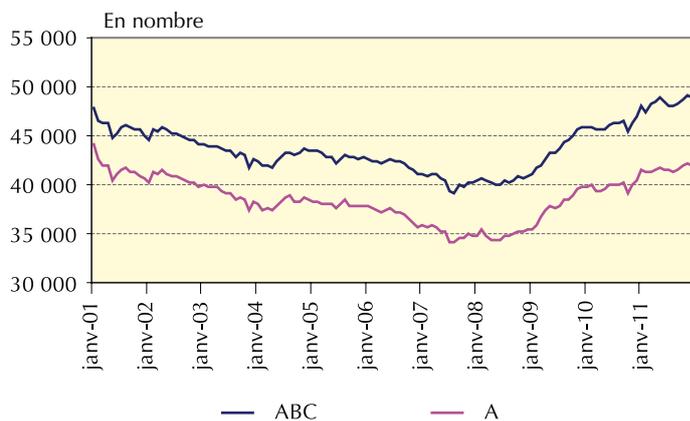
Fin 2011, en Martinique, 49 000 demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C) sont inscrits à Pôle emploi, soit une augmentation de plus de 2 000 personnes sur un an. Certains publics sont plus fragilisés par cette dégradation persistante, alors que d'autres se redressent progressivement. C'est le cas des hommes. Alors qu'ils étaient en forte augmentation dès avril 2009, leur rythme de croissance ralentit depuis mai 2011, les faisant ainsi progresser de nouveau moins fortement que les femmes à fin décembre 2011 (+3 % contre +5 % pour les femmes). 60 % des demandes d'emploi de catégorie A, B, C sont des femmes.

A l'inverse, la situation des seniors ne s'améliore guère. S'il est vrai que leur rythme de croissance diminue constamment, le public des 50 ans et plus reste le plus affecté, avec des taux de progression les plus forts (+16 %). Ils représentent près de 22 % des demandeurs d'emploi, soit environ 10 700 seniors. Près de 42 000 demandeurs d'emploi n'ont exercé aucune activité au cours du mois de décembre 2011 (cat A). C'est 86 % de la demande d'emploi en recherche active d'emploi. Les évolutions de cette population sont très proches de celles de l'ensemble des catégories ABC.

### Progression de l'activité réduite

A fin décembre 2011, près de 7 000 demandeurs d'emploi exercent une activité réduite (catégories B et C), soit 1 % des demandeurs d'emploi en recherche active (catégorie A, B et C). 58 % d'entre eux ont eu une activité réduite dite « longue » (de plus de 78 heures) au cours du mois (catégorie C). En un an, leur volume a augmenté de 6,7 % (+260 personnes). Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité « courte » est en hausse de 12 % sur un an (soit +320 personnes).

**Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C augmente plus vite**  
Évolution des catégories de demandeurs d'emploi en fin de mois (données CVS) en Martinique



Source : Pôle emploi

### Le chômage de longue durée s'aggrave

Le nombre total de demandeurs d'emploi de longue durée (un an ou plus) de catégories A, B, C s'élève à environ 25 550 à fin décembre 2011. Il est en hausse de 10,1 %



# Emploi-Chômage

par rapport l'année précédente. Un peu plus d'un demandeur d'emploi sur deux (52 %) est inscrit depuis un an ou plus. L'explosion du chômage des seniors est l'une des raisons de la hausse de la durée du chômage. En effet, 66 % des seniors sont inscrits depuis un an ou plus contre 47 % des moins de 50 ans.

## Forte progression des entrées et sorties

Plus de 50 200 entrées sur les listes de Pôle emploi ont été enregistrées en 2011, tous motifs confondus, soit une baisse de 8,3 % sur un an (- 4500 entrées). Exceptés les motifs « autres cas » et « reprise d'acti-

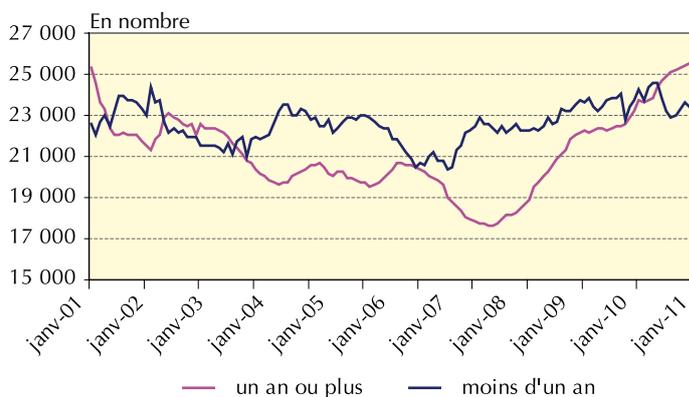
tivité », tous les autres motifs ont des taux en baisse sur un an. Les « fins de CDD » et les « autres licenciements » diminuent respectivement de 12 % et 30 %.

Parallèlement, près de 48 000 demandeurs sont sortis du fichier au cours de l'année 2011. Quel que soit le motif de sortie, les volumes ont augmenté à l'exception des « radiations administratives » et des « autres cas » qui reculent respectivement de 36 % et 11 %. Les évolutions les plus marquées concernent les sorties des demandeurs d'emploi pour « entrée en stage » (+96 %) ou encore les « reprises d'activité » (+22 %).

Fin 2011, le nombre de chômeurs indemnisés au titre de l'Assurance chômage s'établit à environ 15 400 (données brutes). En un an, ce volume a augmenté de 1,2 %. Toutes allocations confondues, Pôle emploi indemnise 22 900 personnes. Les femmes constituent la majorité des allocataires indemnisés. Leur nombre progresse de 16 % en un an, contre 7 % pour les hommes.

12 000 offres d'emploi ont été enregistrées par Pôle emploi en 2011, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2010. Plus de la moitié de cette collecte d'offres (57 %) concerne des offres non durables (contrat de moins de 6 mois). Sur un an, elles ont augmenté de 68 %. En revanche, les offres durables ont chuté de 19,5 % en un an. Parallèlement, ce sont plus de 10 000 offres d'emploi qui ont été satisfaites au cours de l'année, soit 84 % de la collecte.

## Le chômage de longue durée s'aggrave Évolution des demandes d'emploi en fin de mois par ancienneté d'inscription (données CVS) en Martinique



Source : Pôle emploi

Dalila DIB  
Pôle emploi

## Définitions

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi.

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi, c'est l'indicateur le plus proche de la définition du chômage au sens du BIT ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (moins de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



# PRES DE 40 000 ALLOCATAIRES DU RSA

**Fin 2011, en Martinique, 94 727 personnes perçoivent des allocations, soit 0,3 % de moins qu'en 2010. Le montant total des prestations augmente d'un million d'euros. L'instauration du Revenu de Solidarité Active (RSA) en remplacement de l'Allocation de Parent Isolé (API) et du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) a induit une hausse du nombre de bénéficiaires et des dépenses de minima sociaux.**

## Moins de personnes couvertes

Le nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales décroît : 93 098 en fin 2011, soit - 8,9 % sur les cinq dernières années. En corollaire, les personnes couvertes (l'allocataire, son conjoint éventuel, ainsi que les enfants et personnes considérées à charge) sont de moins en moins nombreuses : 217 646, soit - 6,1 % de 2007 à 2011. Cependant, le montant global des prestations servies augmente d'un peu plus d'un million d'euros sur l'exercice 2011.

Les prestations d'accueil du jeune enfant ont concerné 11 975 bénéficiaires, soit 3,9 % de moins qu'en 2010, pour 42,3 millions d'euros. Les prestations dites d'entretien ont cumulé 137,4 millions d'euros.

Les 49 859 familles recevant des Allocations Familiales (AF) sont 2,6 % de moins par rapport à 2010. Les bénéficiaires des Allocations de Rentrée Scolaire (ARS) sont de 2,9 % de moins. Les Allocataires du Soutien Familial (ASF)<sup>1</sup> sont 3 % de moins, la somme attribuée en ASF diminuant de 21,2 % en 2011.

Le Complément Familial (CF)<sup>2</sup> intéresse moins de destinataires (- 3,7 %), mais son coût annuel augmente de 0,8 %. Les Allocations d'Éducation de l'Enfant Handicapé (AEEH) marquent une forte progression : +13,5 % de parents, pour un montant global revalorisé de 2,6 %.

Les aides au logement ont été attribuées au total à 37 842 allocataires, soit 1,6 % de plus d'un exercice à l'autre. Les Allocations de Logement à caractère Familial (ALF) augmentent peu : +1,7 % en 2011 ; celles à caractère Social (ALS) progressent davantage : +4,7 % sur la période.

Les prestations destinées à un public reconnu particulièrement vulnérable (familles monoparentales, personnes handicapées ou en difficulté économique) - changent de configuration, avec l'extension aux départements d'outre-mer du RSA. Les dépenses de compensation du handicap augmentent de 2,8 %, tandis que le nombre de bénéficiaires de l'AAH diminue de 3,3 %.

## Plus de RSA que de RMI et API réunis

Les accédants à la nouvelle allocation du RSA sont plus nombreux que les anciens bénéficiaires des API et du RMI réunis : 11,6 % de plus. Dans ces conditions, le montant global (à la charge du Conseil général) augmente de 23,3 % par rapport au seul minimum d'insertion attribué en 2010.

Fin 2011, les 38 925 bénéficiaires du RSA en Martinique représentaient 41,1 % de la population allocataire. Le coût annuel du RSA (187,4 millions d'euros) dépasse de 4,6 % la somme des deux allocations précédentes. La plupart des allocataires du RSA vivent seuls (avec ou sans enfant), les situations de couple ne constituant que 7,6 % de l'ensemble. La population féminine est majoritairement représentée ( 59,4 %) et près de 70 % d'entre elles assument seules la charge d'un ou plusieurs enfants. Plus de quatre allocataires du RSA sur cinq sont d'anciens bénéficiaires du RMI ou de l'API. Le nombre de bénéficiaires du RSA uniquement est de 16 556, soit 42,5 % du total.

En fin 2011, les titulaires du Revenu de Solidarité Outre-mer (RSO) sont encore moins nombreux : - 7,8 % sur un an. Limitée aux régions ultra marines, cette allocation a été modifiée avec la mise en place du RSA. Elle est désormais réservée (en dehors du maintien des droits acquis) « aux bénéficiaires du revenu de solidarité active âgés d'au moins cinquante-cinq ans qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail et de l'insertion après avoir été de-

(1) pour au moins un enfant considéré comme orphelin total ou partiel

(2) dans sa version spécifique à l'outremer



puis deux ans au moins bénéficiaires du RMI ou du RSA sans avoir exercé aucune activité professionnelle ».

Enfin, il convient de noter que 31,4 % des allocataires ont déclaré des ressources nulles pour l'année 2010 de référence, parmi lesquels 37,4 % assument la charge d'au moins un enfant.

L'action sociale relève d'un autre registre : elle est encadrée par un rè-

glement intérieur et un budget spécifique votés annuellement par le Conseil d'administration de la CAF. Le total des dépenses de ce volet social pour l'année 2011 s'est élevé à près de 57 millions d'euros, soit une progression de 1,4 %.

En définitive, tant au titre des prestations légales que des prestations extra légales (visant l'action sociale), les missions relatives au service pu-

blic assumées par la CAF de la Martinique ont abouti au versement, tous postes confondus, de plus de 629 millions d'euros au cours de l'exercice 2011.

Dominique LAVATER  
CAF Martinique

## Répartition des bénéficiaires et montants des prestations versées en 2011 en Martinique selon la nature des prestations

	Bénéficiaires au 31/12		Montants annuels	
	nombre	%	euros	%
<b>Naissance jeune enfant</b>			<b>42 337 548,95</b>	<b>7,4</b>
Prestation d'accueil du jeune enfant	11 975	12,6		
Prime naissance ou adoption	280	0,3		
Allocation de base	11 439	12,1		
Complément Libre Choix d'Activité (y compris COLCA)	934	1,0		
Complément Mode de Garde	887	0,9		
<b>Prestations d'entretien</b>		<b>0,0</b>	<b>137 456 787,39</b>	<b>24,0</b>
Allocations familiales	49 859	52,6	78 894 482,13	13,8
Allocations Forfaitaires		0,0	797 991,51	0,1
Complément familial	5 496	5,8	6 467 091,87	1,1
Allocation de soutien familial	23 079	24,4	31 498 812,04	5,5
Allocation de rentrée scolaire	30 188	31,9	13 497 794,31	2,4
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	1 527	1,6	6 163 394,66	1,1
Allocation journalière de présence parentale	10	0,0	137 220,87	0,0
<b>Logement</b>			<b>122 002 552,54</b>	<b>21,3</b>
Allocation de logement familiale	22 368	23,6	85 404 682,63	14,9
Prime de Déménagement			18 564,63	0,0
Allocation de logement sociale	15 474	16,3	36 509 125,73	6,4
Allocation de logement aux associations			93 620,28	0,0
Aide personnalisée au logement			-23 440,73	0,0
<b>Revenu garanti et compléments</b>			<b>270 414 738,91</b>	<b>47,3</b>
Revenu Solidarité Active - droit commun (généralisé et jeune)	38 925	41,1		
dont Revenu Solidarité Active - avec majoration isolement	5 843	6,2	187 442 181,55	32,8
dont Revenu Solidarité Active - sans majoration isolement	33 082	34,9		
Allocation adultes handicapés ou Complément d'AAH	7 686	8,1	64 801 488,47	11,3
Revenu de Solidarité DOM	1 192	1,3	7 126 646,78	1,2
Prime Retour à l'Emploi			1 278 658,98	0,2
Contrat d'Avenir			6 563,05	0,0
Allocation de parent isolé			296 780,35	0,1
Revenu minimum d'insertion	26	0,0	1 699 652,40	0,3
Primes Exceptionnelles de l'Etat			7 762 767,33	1,4
<b>Total *</b>	<b>94 727</b>		<b>572 211 627,79</b>	

Source : CNAF fichier FILEAS

\* Statistiques de prestations légales au 31 décembre (données fournies par la CNAF)

\* Le nombre de bénéficiaires par typologie n'est pas la somme des bénéficiaires par prestation, un allocataire peut percevoir plusieurs prestations.



## 396 000 habitants en 2011

**Au 1er janvier 2011, 396 000 personnes vivent en Martinique. La croissance démographique est plus faible qu'au cours de la décennie précédente. Les naissances continuent à diminuer et les décès augmentent, d'où le recul du solde naturel. Les femmes nées à l'étranger sont plus fécondes que celles nées en France.**

Au 1er janvier 2011, la population de la Martinique est estimée à 395 953 personnes. Depuis 1999, la population s'accroît à un rythme de +0,3 % par an. C'est le même rythme qu'en Guadeloupe et deux fois moins que dans l'hexagone. La croissance démographique récente est deux fois moins élevée qu'au cours des années 90. Ce ralentissement s'explique par la moindre contribution de l'excédent naturel à la croissance de la population sur la période récente alors que dans le même temps le solde migratoire continue à peser négativement sur l'évolution de la population.

### Recul des naissances

En 2011, le nombre de naissances est estimé à 4 278. La tendance à la baisse entamée depuis deux années est confirmée avec un repli de 12,5 % par rapport à 2010. Pour l'heure, la Martinique est le Dom où naissent le moins d'enfants.

La baisse du nombre de naissances résulte en partie d'une diminution du nombre de femmes en âge de procréer dans la population martiniquaise. Elles sont 103 000 aujourd'hui alors qu'elles étaient près de 108 000 il y a cinq ans. Le recul des naissances provient également de la baisse de la fécondité en particulier aux plus jeunes âges.

L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est de 2,08 enfants par femme. Il est légèrement moindre que le seuil de renouvellement des générations qui a été atteint l'année précédente. En Martinique, le nombre d'enfants par femme est le moins élevé des Dom mais il est plus important que sur l'ensemble du territoire national. Par ailleurs, l'ICF reste à un niveau plus élevé qu'il y a 10 ans (1,99 enfants par femme).

L'âge moyen à l'accouchement est de 29 ans. Les femmes martiniquaises ont des enfants plus tard que dans les autres Dom mais plus tôt qu'en France où elles accouchent à 30 ans en moyenne.

### 3,6 enfants par femme chez les mères nées à l'étranger

Indice conjoncturel de fécondité en 2007 en Martinique selon la nationalité et le pays de naissance des mères

Unités : nombre et %

	Naissances en 2007		Femmes de 15 à 50 ans*		ICF 2007
	Nombre	%	Nombre	%	
Selon la nationalité de la mère					
de nationalité française	5 083	95,6	103 979	97,8	2,00
de nationalité étrangère	234	4,4	2 367	2,2	3,76
Selon le pays de naissance de la mère					
née en France	4 911	92,4	101 748	95,7	1,98
née à l'étranger	406	7,6	4 598	4,3	3,59
Ensemble des mères	5 317	100	106 346	100	2,04

Sources : Insee, statistiques de l'état civil 2007 et recensements de la population 2007 et 2008, exploitation principale.

\* Les effectifs de femmes sont calculés en moyenne annuelle, comme moyenne des recensements 2007 et 2008 ; ils ne sont pas disponibles pour des années plus récentes et diffèrent très légèrement des effectifs habituellement utilisés pour calculer les indices conjoncturels de fécondité (effectifs issus des estimations de population non détaillées par nationalité ou pays de naissances)



# Démographie

En 2011, les décès dans la région sont estimés à 3 041. Ils augmenteraient de 6,9 % par rapport à l'année précédente. Le taux de mortalité est un peu moins élevé en Martinique que dans le reste de la France avec respectivement 7 et 8,5 décès pour 1000 habitants. Les décès d'enfants de moins d'un an diminuent. La mortalité infantile est passée de 9,3 pour mille naissances vivantes à 8,4. Malgré cette baisse, elle reste deux fois plus élevée qu'au niveau national. Dans les conditions de mortalité à chaque âge observées actuellement, un garçon né en 2009 vivrait

## Moins d'unions et plus de divorces

77,9 ans et une fille 84,3 ans. Les Martiniquais et Martiniquaises ont des espérances de vie quasi identiques à celles de l'ensemble des Français et supérieures à celles des autres Dom.

Au 1er janvier 2010, les personnes de 60 ans et plus représentent 20,7 % de la population de la Martinique alors que c'est 22,6 % en France. Avec l'allongement de la durée de la vie, la population continue de vieillir. Ainsi, depuis 1990, le nombre de personnes âgées a augmenté de 73 % alors que la population totale a crû de 11 %.

En 2010, 1 279 mariages ont été célébrés en Martinique. Ce chiffre est en baisse par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, les Pacs diminuent également. Après trois années de hausses successives, ils atteignent 153 en 2010. La Martinique est le Dom où est conclu le moins de Pacs. Viennent ensuite la Guadeloupe, la Guyane, et La Réunion. Le nombre de divorces a progressé entre 2009 et 2010, il atteint 739 soit 31 % de plus que l'année précédente.

## Moins d'unions et plus de divorces

Hugues HORATIUS-CLOVIS

## Un martiniquais sur cinq a plus de 60 ans

### Évolution de la population totale par groupes d'âges en Martinique

Unités : nombre et %

	Population au 1er janvier				Total	Répartition (%)			
	Moins de 20 ans	de 20 à 59 ans	de 60 à 74 ans	75 ans ou plus		Moins de 20 ans	de 20 à 59 ans	de 60 à 74 ans	75 ans ou plus
1990	124 866	186 099	33 582	13 859	358 406	34,8	51,9	9,4	3,9
1995	119 777	193 966	37 688	16 614	368 045	32,5	52,7	10,2	4,5
2000	116 810	204 695	41 956	20 114	383 575	30,5	53,4	10,9	5,2
2005	115 247	211 325	46 061	23 349	395 982	29,1	53,4	11,6	5,9
2010 (p)	107 153	207 096	54 029	28 030	396 308	27,0	52,3	13,6	7,1

Source : Insee, estimations de population.  
(p) : provisoire à fin 2011

## Définitions

**Espérance de vie à la naissance** : durée de vie moyenne d'une génération fictive qui connaîtrait tout au long de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

**Indicateur conjoncturel de fécondité** : somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

**Solde naturel ou excédent naturel** : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours d'une période.

**Solde migratoire** : différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

**Taux de mortalité** : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période.

**Taux de mortalité infantile** : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants.

**Taux de mortalité périnatale** : rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et nés sans vie.

## RÉDACTION

Directeur de la publication : Georges-Marie GRENIER

## COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef : É. LAURET

Membres : Ali Benhaddouche, Émilie Charles-Euphrosine, G. Forgeot,  
Fabien Breuilh, Jean-Éric Place, Sylvia Urgen et N'ouara Yahou-Davier

## MAQUETTE INSEE

Nadia LUCE  
Typhenn RÉCULARD

### DIRAG :

41, rue Bébien  
97158 Pointe-à-Pitre  
Cedex

Tél. 05.90.21.47.00

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

### S.R. GUADELOUPE :

Cité Guillard  
34, chemin des Bougainvilliers  
B.P. 96  
97102 Basse-Terre  
Cedex

Tél. 05.90.99.36.70

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

### S.R. MARTINIQUE :

Centre Delgrès  
Les Hauts de Dillon  
B.P. 641  
97262 Fort-de-France  
Cedex

Tél. 05.96.60.73.60

[www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique)

### S.R. GUYANE :

Avenue Pasteur  
B.P. 6017  
97306 Cayenne Cedex

Tél. 05.94.29.73.02

[www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane)